



le peuple breton

7f

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 215 - NOVEMBRE 1981

**D.S.T.
INFILTRATIONS
tous AZIMUTS**

travaux sur pylone
DANGER
chutes d'objets

Kenober

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération
QUIMPER
Tél. 90.63.33

APRES LA MORT
BOURSE DU DISQUE
10 rue St. Martin
29 200 BREST
tél. 46 48 04

RESTAURANT - BAR

Le Hatel

Spécialités :

Fruits de mer - Poissons - Plats régionaux

23, rue Fautras 29200 BREST Tél. 44.51.02

DIRECTION : GÉRARD LE SANN



BAR
LE TRISKELL

Place Guérin - BREST
Téléphone : 44.56.65

Librairie Moreau

15, place de la Cathédrale
TREGUIER - Tél. 92.32.76

Toutes les éditions
sur la Bretagne et en
langue bretonne

BAR - CRÊPERIE

"CHEZ TOM"

Guinness et Gueuze à la pression

18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN

Tél. 83.15.14

Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter

les presses bretonnes

Z.I. « Les châtelets », PLOUFRAGAN/SAINT-BRIEUC
Téléphone : (96)94.01.44

Imprimerie TYPO-OFFSET - FORMULAIRES EN CONTINU



CARTE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

—
PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Faites
confiance à...

Alimentaires

EUROMARCHE

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)



Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

OPPORTUNITÉ

C'est entendu, l'augmentation du prix du « Peuple Breton » n'a pas été intégralement digérée. On s'est expliqué là-dessus dans le dernier numéro, et le nombre relativement peu élevé de lettres d'insulte que nous avons reçues à ce sujet (l'augmentation des tarifs postaux n'y est sans doute pas pour rien) prouve que ça n'a quand même pas trop posé de problème question budget média. D'un autre côté, les demandes de (ré)abonnement ne semblent pas se tarir depuis quelques semaines, ce qui prouve que certains lecteurs n'ont pas tardé à réagir à notre appel du mois dernier. Qui était, est-il besoin de le rappeler : au 1^{er} janvier 82, on augmente les tarifs. Il vous reste donc deux mois pour profiter des anciens. Or donc, à vos plumes, vos chéquiers, vos mandats, vos enveloppes, vos timbres, et balancez-nous ça vite fait qu'on s'occupe de cette opération boursière finement ciselée avant la (modeste) valse des étiquettes de l'an prochain.

10^e liste

B. Guigouresse, Rambouillet (78)	35,98
I. Le Rhun, St-Sébastien sur Loire (44)	20,00
M. Costiou, Plouzevedé	20,00

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX
Tél. : (98)46.18.24

Rédaction : Pierre Gallais
Directeur de la publication :
Jean Guéguénat

ABONNEMENTS

Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F

Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Dépôt légal : 4^e trimestre

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

J. Pouliquen, Guipavas	20,00
A. Lohse, Allemagne	10,00
P. Le Scour, Brest	20,00
M. Anquetil, Fresnes (94)	20,00
Christian Le F., Plémeur	30,00
R. Le Bris, Pleuven	20,00
J. et A. Denigot, St-Nazaire	50,00
P. Le Doujet, Le Mans (72)	30,00
Yves P., Lanmeur	30,00
S. Morin, Bonson (06)	100,00
E. Guéguen, La Chapelle sur Erdre	20,00
G. Baudry, St-Nazaire	20,00
Mme Cochevelou, Vincennes (94)	20,00
Jean Le G., Guingamp	50,00
D. Sebilleau, Creteil (94)	25,00
P. Guillou, Camaret	20,00
M. Quéré, Guimiliau	20,00
A. Colloc, Lanester	50,00
M. Le Chartier, Plérin	50,00
J.M. Bretecher, Versailles (78)	10,00
A. Jézéquel, Brest	20,00
G. Ponchain, Maisons Laflitte (78)	20,00
J.P. Cosson, Marly le Roi (78)	50,00
R. Loutanlen, Carhaix	20,00
B. Guérin, Auray	50,00
D. Jégou, Vannes	20,00
Michel Le T., Le Perray (78)	25,00
G. Mahé, Vannes	20,00
M. Le Berrigaud, Lamballe	20,00
J.C. Hénaff, Plomelin	20,00
Jean-Paul C., Guipavas	20,00
Y. Pery, Laon (02)	20,00
J. Perrot, St Lo (50)	20,00
René C., Dol de Bretagne	30,00
Y. Roussel, St Cloud (92)	50,00
A. Baron, Verneuil (60)	50,00
F. Parent, Nantes	30,00
J.C. Bourdieu, Favières (77)	20,00
Armel M., Grandchamp	20,00
J. Madec, Plouzané	100,00
D. Derrien, Mael Carhaix	20,00
G. Hellegouarc'h, Paris (75)	50,00
P. Lavarec, Dinard (35)	25,00
G. Chavin, St-Brieuc	50,00
S. Le Goff, Le Relecq Kerhon	100,00
M. Madec, Blois (41)	20,00
A. Le Berre, Berck (62)	20,00
J. Premel-Cahic, Marly (95)	20,00
E. Mabille, St-Julien (74)	50,00
Appriou Le Roy, Douarnenez	50,00
D. Le Cossec, Loctudy	20,00
P. Cahue, Brionne (27)	20,00
P. Le Borgne, Huelgoat	25,00
J.M. Sauveur, Brest	25,00
J.-L. Le Goff, St-Brieuc	20,00
G. Morandeau, Nantes	20,00
Y. Le Floch, Brest	150,00
P. Fournier, Le Pecq (78)	30,00
Jean Pierre Le R., Morlaix	20,00
V. Breuillard, Mulhouse (68)	20,00
J. Moalic, St-Malo	30,00
Pierre L., Brest	20,00
L. Dorval, Loctudy	50,00
Y. Russon, Nogent sur Seine (10)	20,00

Total 10^e liste..... 2140,98

Report des listes précédentes 20802,20

TOTAL..... 22943,18

SOMMAIRE

EDITORIAL

KAOC'H KI GWENN	
HA KAOC'H KI DU	4

POLITIQUE

VOUS AVEZ DIT DST ?	6
NANTES : UNE MANIF A DATER ..	14

ENERGIE

NUCLÉAIRE :	
UN DÉBAT, QUEL DÉBAT ?	10

HUMEUR

LES MIRADORS DE LA CULTURE ..	5
-------------------------------	---

INTERNATIONAL

POLOGNE : UNE SEULE SOLUTION,	
L'AUTOGESTION	20
DOSSIER IRLANDE (2) - EIRE :	
RETRO-COLONIE ANGLAISE OU	
NEO-COLONIE U.S. ? - CARNET	
DE ROUTE : BELFAST - BALLES	
EN PLASTIQUE : JULIE, CAROL	
ET LES AUTRES	21

UN JOUR AVEC

ALBERT POULAIN	26
----------------------	----

DISQUES

TRI YANN :	
MUSIQUES POUR UN COMBAT ..	29

B.D.

LAOR'Z	32
--------------	----

FÊTE

RECORD FLAMBÉ	16
---------------------	----

RUBRIQUES

CHICHE	5
N'EN JETEZ PLUS !	12
LE PROBLÈME BRETON	14
P.B. SERVICE	29
COURRIER	30

J.F KERVERN

LA NATURE DANS

VOTRE SALLE DE BAINS

29214 LANDEDA - Tél. (98)04.93.10

Edito

Gaston Defferre à Lorient le
26 septembre.



Le Peuple Breton/Le Gal

KAO'C'H KI GWENN HA KAO'C'H KI DU

Vous ne serez pas indépendants » a répondu Gaston Defferre à des Bretons de Marseille. Ce n'est pas trop grave pour le moment ! Ce n'est pas cela qu'on demande.

Mais il y a cependant, ces jours-ci, une assez grande quantité de bonnes âmes qui réclament pour la Bretagne l'autonomie... énergétique. Depuis Raymond Marcellin jusqu'au parti communiste, chacun se penche sur le problème, avance ses propositions. Ah, qu'elle est belle et nécessaire, l'autonomie, quand elle est celle de l'énergie !

Seulement, pourquoi s'arrêter là ? Et pourquoi confondre autonomie et autarcie ? Etre autonome, ce n'est pas vivre replié sur ses seules ressources, ce n'est pas rêver sur quelques arpents de choux-fleurs. C'est être le maître d'œuvre de son propre développement, l'artisan de la construction de son pays. Les bons apôtres qui nous prônent l'autonomie énergétique, ce qu'ils nous proposent en fait, c'est de nous en remettre aux trusts du nucléaire pour assurer notre approvisionnement. C'est donc précisément l'inverse de ce que les mots pourraient faire croire ; l'autonomie en matière d'énergie, c'est la perte de notre pouvoir de décision qu'on nous impose !

Remarquez, on serait prêt à jouer le jeu. Economiquement, la Bretagne n'est pas si mal lotie que cela, pour peu qu'on s'appuie sur ses atouts et non sur ses handicaps. Sur une agriculture nombreuse et dynamique qu'on cesserait de condamner à l'inutilité. Sur la mer qu'on arrêterait pour de bon de considérer comme une ressource marginale par exemple. Mais il n'est pas question, de nos jours, de concevoir des secteurs économiques isolés ; pas plus dans le domaine de l'énergie qu'ailleurs. Ou alors, autant imposer à la région parisienne d'assurer elle-même son approvisionnement en poisson !

Il faut pouvoir articuler nos propres projets sur une planification rigoureuse. Il faut que succède à une économie de concurrence sauvage, qui a trop longtemps considéré les régions périphériques comme marginales, une volonté redistributrice. Il faut que dans les domaines spécifiques où le peuple breton fait entendre des revendications qu'on ne trouve pas forcément dans une région « moyenne », on admette autre chose que des réponses passe-partout.

Or, on commence à trouver le temps long... On commence à trouver qu'il y a quand même des choses qui ne vont pas dans le bon sens. On commence à redouter quelques silences.

Quelle est la place de la Bretagne dans la politique actuelle ? Ne risque-t-elle pas encore d'être pénalisée ? On parle, contre toute logique économique, de supprimer les freins mis à l'expansion de la région parisienne. De même il paraît parfaitement naturel que l'ensemble des contribuables participent indirectement aux financements nouveaux des transports parisiens et, une fois encore, la toile d'araignée centrée sur Paris va servir de canevas pour la construction du réseau T.G.V.

Où en sont les projets de développement régional ? On attend avec impatience des réponses un peu plus sérieuses que celles qui consistent à remettre le sort des régions aux assemblées-bidons mises en place après le simulacre de régionalisation giscardien... On attend autre chose qu'un pouvoir accru confié aux notables de droite tout heureux de l'aubaine. Il faut pourtant reconnaître qu'en dépit des intentions affirmées au lendemain du dix mai, la planification régionale n'a connu aucun début de réalisation. On en est resté à l'aspect institutionnel de la loi Defferre, on ne s'est pas encore attaqué aux réformes économiques. On est resté à la surface ; or c'est une action en profondeur qui permettra aux régions sous-développées de modifier radicalement leur structure économique.

Dans trop de domaines, il n'y a pas de volonté rénovatrice. Le pouvoir P.S. donne l'impression d'établir ses priorités en fonction de la rapidité individuelle de ses ministres. Il laisse penser que son désir de réforme est inégalement réparti selon les cabinets ministériels. Les dirigeants mis en place par Giscard pour servir les intérêts d'une classe sont la plupart du temps encore en poste. Il en résulte un combat d'influence qui privilégie l'accessoire au détriment du changement véritable. Ainsi, en agriculture, Edith Cresson aura consacré l'essentiel de son temps à chercher à renforcer la tendance de gauche au sein du syndicalisme paysan ; mais la loi d'orientation destinée à la liquidation de la petite paysannerie est encore en œuvre et on ne voit poindre rien de neuf à l'horizon. Le constat est encore plus défavorable quand on mesure le changement au ministère de l'énergie ou à celui de l'armée.

La volonté d'une vie nouvelle a éclaté de tous bords au printemps dernier. Nous avons manifesté quelque inquiétude quand, en juin, le P.S. s'était retrouvé dépositaire monopoliste des aspirations populaires. L'action à la base ne peut être abandonnée, serait-ce au bénéfice d'un parti parfois bien intentionné. Mais qui a tendance, au nom du « raisonnable », à retarder jusqu'aux calendes (grecques encore ?) les impatiences légitimes.

Voilà que la Loire-Atlantique en Bretagne, ce n'est plus urgent ! Voilà que la langue bretonne moribonde peut encore attendre ! Voilà que les élections à la proportionnelle sont secondaires ! Ce que nous voulons, nous Bretons, c'est déterminer nous-mêmes nos propres urgences. C'est pouvoir nous y mettre sans barrières stupides.

Le changement, en Bretagne, c'est notre affaire, celle du peuple breton.

Nous avons assez peu d'illusions pour ne pas reprendre à notre compte la boutade suivante :

« Ce qui a le plus changé depuis le dix mai, c'est le P.S. ! » ; mais il ne faudrait pas qu'on chante bientôt, à l'imitation de Gilles Servat : « C'est pas ça qu'on a voulu, kaoc'h ki gwenn ha kaoc'h ki du » !



U.D.B.

CHICHE ? ...

L'énergie du désespoir

ENTRE les dates de parution de ces deux numéros de la lettre d'information du ministère de l'Industrie, il s'est produit un événement notable: Mitterrand a battu Giscard! En effet, le numéro de gauche est daté du 28 avril 1981, celui de droite (on demande des excuses pour cette disposition) du 22 septembre 1981.

En dépit des apparences, ce n'est plus le même ministre non plus. En avril, Giraud affichait en page une « Le nucléaire, un atout pour la France »; en septembre, le bulletin de Dreyfus se contente de la page trois pour annoncer: « Le nucléaire, c'est un atout majeur pour la France ». On admirera la nuance: ce majeur est certainement une affaire de majorité...

LETTRE 101

ACTUALITE		SOMMAIRE	
L'ÉNERGIE D'ORIGINE NUCLEAIRE UN ATOUT POUR LA FRANCE		ACTUALITE	Page
LA TRANSFORMATION DU PAYS DE PRODUCTION DES ENERGIES DE PLEN EN PLEIN NATIONAL		INDUSTRIE	Page
		ENERGIE	Page
		LA POLITIQUE ENERGETIQUE	Page

LETTRE 101

INDUSTRIE		SOMMAIRE	
LE P. LE CONDUCTEUR		INDUSTRIE	Page
		ENERGIE	Page
		LA POLITIQUE ENERGETIQUE	Page

HUMEUR

LES MIRADORS DE LA CULTURE

Il existe à l'Université de Rennes, un professeur qui s'appelle Jacques Dumont et qui a eu droit à la première page d'Ouest-France⁽¹⁾. Pour nous dire, du haut de sa chaire, qu'on lui cassait sérieusement les pieds avec la culture bretonne et autres fariboles dont il est, dit-il « abreuvé ».

Le professeur Jacques Dumont a l'esprit large, lui. Qu'on s'accroche à la « sauvegarde » de civilisations particulières, de « cultures anciennes », non seulement lui apparaît comme un signe d'obscurantisme, mais encore comme l'indication d'un racisme larvé particulièrement détestable.

Le professeur Jacques Dumont a l'esprit large; mais pas tout à fait cependant, car il s'expose en deux ou trois cas, à sa propre critique. Car ce rejet des différences, cet hymne à l'acculturation, c'est au nom de la culture française qu'ils sont prononcés. « Je me sens très profondément français » dit Jacques Dumont. Et c'est à ce titre, très certainement qu'il ne « souhaite pas le maintien d'une littérature bretonne ». La belle nouveauté! C'est l'attitude constante de ses pareils, les détenteurs du savoir, les maîtres à penser, depuis déjà quelques siècles! Et quand Jacques Dumont insiste pour que les civilisations acceptent d'être mortelles, il pense à toutes, sauf la sienne! Bien plus, il nous confesse « qu'il tenterait, s'il le pouvait, de se nourrir des cultures extrême-orientales », car écoutez bien « elles peuvent faire réaliser un progrès décisif à la civilisation occidentale ». Pas un instant le distingué professeur n'envisage que l'osmose pourrait aussi avoir lieu en sens inverse!

Oui aux différences quand elles confortent la culture française (et éventuellement américaine, car Jacques Dumont sait aussi se faire le chantre du profit...). Non quand elles prétendent être des expressions autonomes et adultes.

Et ce brillant crâne d'œuf a le culot de traiter les autres de racistes! Son ignorance lui sert d'orniflamme. Elle lui tient lieu de certitude. Il ne sait rien des cultures qu'il condamne; mais cela ne l'empêche pas d'affirmer « qu'elles refusent l'évolution », « qu'elles sont fermées sur elles-mêmes », qu'elles sont « hostiles à la fécondation mutuelle ».

On pourrait sans doute lui conseiller d'écouter les poèmes trilingues de Youenn Gwernig, de fréquenter Paul Keineg qui a forgé ses dernières œuvres au climat des U.S.A., de lire (sûrement pas de relire...) Morvan Lebesque, mort au Brésil. Mais est-il possible encore de l'atteindre, dans son mirador de la culture?

Jean Guéguénat.

colin

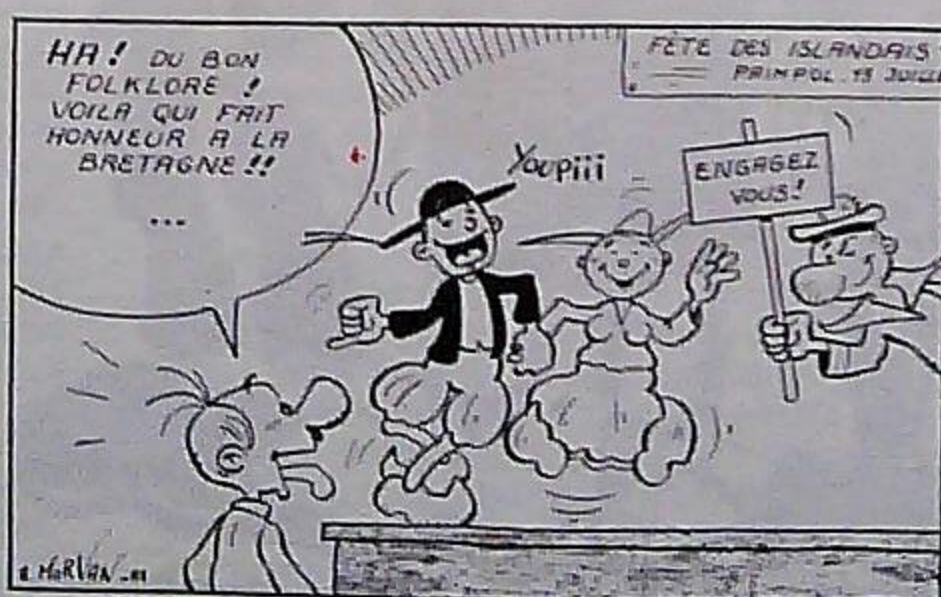
35, rue Jean-Jaurès, Brest - t. 44.14.54

chemisier habilleur

PEINTURE
MOQUETTES
PAPIERS PEINTS
TISSUS MURAUX
AMENAGEMENT
D'INTERIEURS

iroise-décor

B. LEPROHON/31, RUE INKERMANN/29200 BREST
TEL 02.00.33



(1) Daté du 30 septembre 1981.

Ce qu'a révélé « Le Matin » daté du 22 septembre pourrait bien ne concerner que l'aspect émergé de l'iceberg DST en Bretagne. Le « Peuple Breton » peut aujourd'hui, non seulement confirmer que l'attentat contre l'immeuble Bouygues, à Saint-Malo, a bien été monté de toutes pièces par la DST, mais encore apporter des précisions sur l'activité occulte des fonctionnaires de la DST en poste à Rennes.

DST

INFILTRATIONS TOUS AZIMUTS

UN AGENT DE LA D.S.T. S'EST
INFILTRÉ PARMI LES MEMBRES
DE CE CERCLE CELTIQUE. LEQUEL ?



Les premiers attentats commis par le FLB datent de fin 66, début 67. Visant uniquement des bâtiments administratifs, symboles de «l'occupation française en Bretagne», ils sont mal compris par la population qui, dans sa majeure partie n'approuve ni ne réproche. L'indifférence est la règle, mais dans certains milieux policiers, on s'inquiète d'un engrenage possible. C'est l'époque du «Québec libre» de Ch. de Gaulle (juillet 67) et du discours de Quimper. C'est aussi l'époque où l'UDB fondée depuis trois ans, décolle et réussit, pour la première fois à lier la revendication bretonne et la gauche.

C'est en 1968 que Rochet, directeur de la DST, décide la spécialisation en Bretagne d'une antenne de son service.

En principe chargée des questions de contre-espionnage, la DST dont les effectifs en Bretagne ne feront que croître les années suivantes, va consacrer les trois-quarts de ses efforts à la pénétration du mouvement breton dans ses diverses composantes.

Pourriture

La venue au pouvoir de Pompidou, l'arrivée de Marcellin au ministère de l'Intérieur vont permettre des pratiques plus que douteuses. Elles seront mises en œuvre avec la venue à Rennes de deux fonctionnaires à la personnalité marquée. Jean Baklouti, qui va diriger l'antenne rennaise, et Emile Casanova, son adjoint chargé du service pénétration, sont deux pieds-noirs qui ont fort mal digéré l'indépendance algérienne. Et voilà qu'ils retrouvent en Bretagne des gens qui refusent de s'assimiler à la culture française! Pour Baklouti, arabisant de naissance, et prêt à tout pour faire carrière, et pour Casanova, qui jure en arabe quand il est en colère, la Bretagne représente la dernière chance de retrouver la sensation de «se payer du bounoule». D'autant que Rochet exige «des résultats».

Baklouti et Casanova envisagent alors une manœuvre géniale. Pour montrer que le FLB n'hésite pas à s'attaquer aux biens privés, et pour montrer aussi que «les autonomistes» s'entre-déchirent, on imagine de monter un attentat FLB contre les résidences secondaires de militants... de l'UDB. On mettra ainsi les rieurs de son côté! La DST possède alors une liste de 140 à 160 militants de l'UDB, parvenue entre ses mains à l'issue d'un congrès du parti breton de gauche — en fait, elle connaît donc la quasi-totalité des militants de l'époque; mais la DST ne leur trouvera pas de résidence secondaire!

C'est alors que germe l'idée du plasticage de la villa Bouygues.

Il est en effet plus que temps de rendre le mouvement breton impopulaire. Les attentats se multiplient; les cibles se diversifient; on en est aux gendarmeries, aux perceptions et aux bulldozers du remembrement. Les personnes, arrêtées ne correspondent pas à l'image d'exaltés qu'on avait peinte; ce sont des gens modestes qui ont agi sans réflexion politique mais avec sincérité, à l'image de Vaillant, ancien militant en contact avec le Front de Libération du Québec et qui a gardé du côté de Montréal assez d'amitiés pour faire imprimer les tracts du FLB sur les mêmes presses



que ceux du FLQ, financés, eux, par le SDECE! La Cour de Sécurité de l'Etat, toujours marquée par son péché originel, n'ose pas encore asséner quinze ans de prison: la libération rapide est la règle et la DST craint la récurrence. Ainsi, quand les familles des premiers prisonniers décident de fêter leur libération par un repas commun, ils choisissent Pontivy et le restaurant Robic, dont le propriétaire, notable local, connaît bien Marcellin: la salle sera «sonorisée» et les conversations enregistrées...

Répétitions

Le déroulement du plasticage de la villa Bouygues, en avril 1972, est maintenant connu, dans ses grandes lignes. On sait que c'est à la suite de la découverte, par la DST, de la «double vie» d'un commerçant rennais proche des autonomistes que Casanova réussit à le persuader de travailler pour lui en suggérant l'attentat Bouygues. L'un des deux auteurs de l'attentat était un agent de la DST, qui ne sera jamais inquiété. L'autre a comparu devant la Cour de Sécurité de l'Etat et a été condamné. Il a, depuis, choisi des options politiques différentes, et il est inutile de citer son nom.

Le Peuple Breton peut, cependant, apporter d'autres précisions sur cet attentat. Il a mis en œuvre huit à dix fonctionnaires de la DST de Rennes, qui ont eu trois semaines pour se préparer. La famille Bouygues était parfaitement au courant de ce qui était envisagé et Madame Bouygues avait même mis de côté quelques objets de valeur. L'explosif employé était de la tolamite, probablement volée sur un chantier. Six kilogrammes ont explosé, mais on avait, au début, prévu d'en employer dix-huit. Mais cette fois, le détonateur n'était pas un détonateur classique au fulminate de mercure (mèche lente), mais un détonateur électrique, style crayon, habituellement utilisé par l'armée. Il y a même eu, de la part de la DST, une répétition, à

laquelle ne participait pas le plastiqueur «manipulé» mais son acolyte et la petite dizaine de fonctionnaires qui devaient suivre le trajet de retour vers Rennes du «vrai» militant FLB.

Qui était au courant du caractère bidon de l'attentat Bouygues? Pas mal de monde en fait...

La P.J. de Rennes travaillait à l'époque sur un autre groupe FLB d'Ille-et-Vilaine spécialisé dans le plasticage des bulldozers du remembrement. Par crainte d'interférences avec l'opération DST, on lui avait demandé de suspendre ses surveillances... L'organisation même de la DST implique que la hiérarchie de ce service a forcément couvert l'opération et il est absolument impensable que le ministre de l'Intérieur, Marcellin, n'ait pas été dans la confidence. Interpellé au Conseil Régional de Bretagne par un élu socialiste, Marcellin a juré ses grands dieux qu'il ne connaissait même pas Francis Bouygues. Pourtant, il n'y a que deux hypothèses possibles. Ou Marcellin ment, ou il a été un très mauvais ministre de l'Intérieur. Pompidou était en effet régulièrement reçu par Bouygues, et Marcellin étant chargé de la sécurité du président, y compris dans ses déplacements privés, on le voit mal tout ignorer du riche promoteur...

Quant à l'inspection générale de la police, elle avait été mise au courant, dès 1972. Mais elle n'a guère réagi.

La filière irlandaise

Pour certains militants bretons, il est des mots magiques qui inhibent chez eux toute réflexion: par exemple, le nom Irlande. Baklouti et Casanova, qui ont montré par ailleurs qu'ils ne sont pas très fûtés, l'avaient compris. Ils ont, auprès des Bretons, largement utilisé la figure de Yann Goulet, ancien dirigeant du mouvement breton pendant l'occu-

pation nazie, et réfugié en Irlande, d'où il prétendait diriger les activités du FLB.

La DST ne pouvant (en théorie) agir hors de France, c'est le SDECE qui s'est chargé d'envoyer en Irlande un colonel en retraite bretonnant, qui a repris du service pour l'occasion, chargé de «tirer les vers du nez» de Goulet. Nous n'avons pu savoir s'il a réussi...

Tous écoutés!

Si le FLB a été le premier souci et la première cible des policiers de la DST, c'est qu'on leur réclamait avant tout un rendement et des résultats spectaculaires. Mais il ne fut pas le seul. En fait, Marcellin faisait une véritable fixation sur «les autonomistes», et les plus inoffensifs, ou les plus pacifiques d'entre eux ont été l'objet des attentions de la Sûreté du Territoire. Arme favorite: les écoutes téléphoniques qui, neuf fois sur dix, donnent l'occasion de trouver, dans la vie privée, la faille qui permettra le chantage.

C'est ainsi qu'a été préparé l'attentat contre la villa Bouygues; mais ce n'est pas le seul cas où la DST a recouru au chantage à la vie privée. Casanova qui préférait alors s'appeler Dassier, a, à ce petit jeu au moins reçu une rebuffade qui lui a valu les remontrances préfectorales. Certains services ont d'ailleurs, à leur honneur, refusé ces méthodes. C'est le cas en particulier, de la gendarmerie de Lannion. Il faut dire qu'elles frôlaient parfois le ridicule. Ni Marcellin, ni Rochet, ni à plus forte raison Baklouti et Casanova ne connaissent rien de la nébuleuse du mouvement breton, et, en particulier dans le domaine culturel où ils avaient quelques excuses à ne pas s'y retrouver, n'y comprenant rien du tout!

Marcellin, avec ses idées simples, pensait que les écoles de lutte bretonne étaient les foyers naturels de la violence séparatiste. D'où l'infiltration des «skoliou gouren» par les catcheurs de la DST! Rochet, plus machiavélique, pensait à l'abbaye de Boquen, qui fut mise sous surveillance. Les déplacements de Dom Bernard Besret étaient ainsi notés et à Rome la Sécurité italienne était dans la confidence. Le flic de base, lui, surveillait sans distinction tout ce qui avait une teinture bretonne: la messe en breton de la rue d'Antrain, à Rennes, a fait l'objet d'une surveillance de la DST et l'amiral Georgelin, celui-là même qui fut commissaire-enquêteur à Plogoff, était épié par un officier des équipages, appartenant à la Sécurité militaire sous prétexte qu'il s'occupait du «Club Culturel des Abers», surtout spécialisé dans les randonnées touristiques!

A Rennes, en soixante-dix, il y avait six fonctionnaires bretonnants, dont quelques joyeux drilles, qui ont fait rechercher pendant quelques temps, par Baklouti, les dangereux Fanch Dizano et Job Denebet (1)!

Pour surveiller le mouvement breton, qui était devenu sa seule cible sous Marcellin, puis sous Bonnet, la DST avait des moyens non négligeables: une vingtaine de fonctionnaires à Rennes, une antenne à Brest, une autre à Lorient et une brigade à Nantes. A Rennes, les tables d'écoutes téléphoniques étaient

au «Camp de la Marne». Une dizaine de personnes étaient enregistrées et trois fois par jour les enregistrements dépouillés. Parmi elles, Y. Drezen fils, Per Roy, actuel président de Skoazell-Vreizh, et Y.C. Veillard, à l'époque responsable du «Peuple Breton». A Lannion, Roger Laouénan, journaliste au Télégramme, avait un «mouchard» dans son propre bureau.

La P.J. était également fort active, à Rennes; et, quelques années seulement après la fin de la guerre d'Algérie, elle avait du mal à renoncer à certaines méthodes: on a été à deux doigts, à la cité administrative de Rennes, d'utiliser la baignoire contre les FLB arrêtés! A Quimper, elle possédait, avec les inspecteurs le Scoul et Laouénan, deux policiers acharnés contre le mouvement breton.

En fait, la coordination entre DST et PJ était loin d'être évidente et certains militants bretons ont été avertis d'opérations envisagées. Mais ils n'ont guère tenu compte de ces avertissements...

Chacun son tour

Le M.O.B., premier mouvement politique breton à se recréer depuis la guerre était l'objet des soins de la police depuis 1963, après que se fut tenu, à Garlan, près de Morlaix, un camp de formation où certains thèmes abordés, ainsi que le caractère semi-militaire de la formation dispensée, avaient passablement écœuré certains des militants présents.

L'UDB, elle, a été suivie de beaucoup plus près que le M.O.B., dont la politique droitiste et notabiliste inquiétait moins. Ronan Leprohon était surveillé quand il était professeur à Rennes. La DST possédait aussi l'enregistrement intégral d'un des premiers congrès du parti; enregistrement réalisé par «Sonar», c'est-à-dire, dans le jargon, par des micros dissimulés dans la salle. Elle possédait également, nous l'avons dit,

une liste importante de militants auxquels Baklouti avait cherché une résidence secondaire à plastiquer. Elle était au courant, lors de la crise traversée, par l'UDB en 1970, de la décision prise par le Comité Directeur de l'époque d'exclure les gauchistes... Elle avait commencé à travailler le cas de certains militants UDB. L'un d'eux, par exemple, était fiché comme «alcoolique», ce qui d'ailleurs, à l'époque n'était plus vrai.

Le cas du «parti communiste breton» groupuscule apparu dans la mouvance de mai 68, fut encore plus vite réglé. Son local, dans le quartier de la place de Bretagne, à Rennes, avait été «sonorisé», grâce à la compréhension d'une voisine qu'on avait avertie que des «espions» complotaient dans l'appartement du dessous!

Et maintenant?

Les informations que possède le Peuple Breton concernant surtout ce qui s'est passé il y a huit ou dix ans. Mais ces pratiques n'ont guère cessé pour autant, à cette date et on risque, si le rapport demandé par Gaston Defferre au préfet Saunier est publié, d'en apprendre quelques autres. Des langues se délient aujourd'hui, et des comptes se règlent!

On a, dans la presse parisienne, évoqué l'attentat de Roc-Trédudon, qui a privé la Bretagne de télévision pendant quelques semaines, début 1974. Déjà à l'époque des bizarreries étaient apparues. Une technique «militaire» parfaitement au point, un attentat à grand spectacle intervenant la nuit même où les commandos-marine de Quélern manœuvraient dans les parages et où les gendarmes avaient été avertis de ne pas s'émouvoir en cas d'explosion, la «filière irlandaise» évoquée là encore... Et surtout, une exploitation politique immédiate du premier attentat vraiment impopulaire. Le Télégramme trouvait le moyen de dire que l'attentat avait fait un



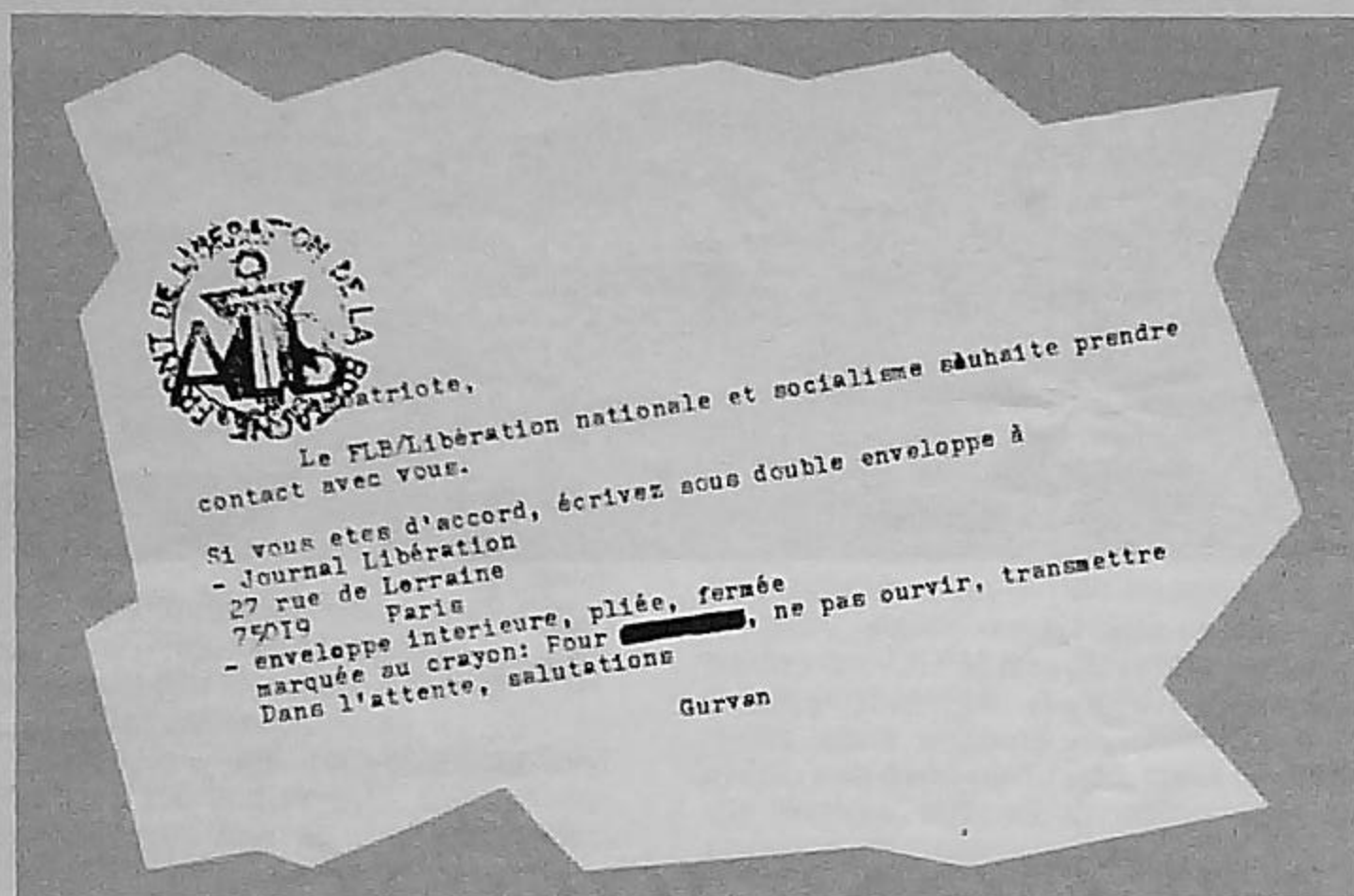
(1) Fanch L'Anonyme et Job Personne!

mort, le chef d'antenne victime d'une crise cardiaque quelques heures après l'explosion. Le Douarec demandait l'interdiction des mouvements terroristes (c'était déjà fait...) mais aussi «de ceux qui les inspirent», c'est-à-dire pour lui le mouvement autonomiste et principalement l'UDB. Nous ne pouvons pas dire si l'attentat de Roc-Tredudon — dont on n'a pas arrêté les auteurs — fut ou non inspiré par la DST et le pouvoir; mais ce que nous savons, c'est qu'ils en furent ravis. Ils pensaient pouvoir régler définitivement la question autonomiste... Et de fait, le dimanche suivant, des vendeurs du Peuple Breton se faisaient cracher à la figure, et le comité directeur de l'UDB se tenait dans une ambiance d'état d'urgence, chacun pensant que le parti pouvait être dissous dans les heures suivantes.

recevaient une offre de contact du FLB-LNS que nous reproduisons ci-dessous. Le surlendemain de la réception de cette lettre plusieurs Bretons avaient la visite de policiers venus perquisitionner. La fouille s'arrêtait lors de la «découverte» de cette lettre...

Et s'il devait rester des doutes sur l'analyse, le cas des Corses devrait permettre de les lever. Là, ce sont bien des autonomistes qui sont victimes des attentats du groupe «Francia»; et leur plus grande difficulté, fut d'expliquer à leurs militants pourquoi ils ne ripostaient pas. Riolacci, qui agit avec la DST et la PJ, avec Ambrosiani comme maître d'œuvre n'attendait que ça...

Aujourd'hui, le pouvoir a changé de mains, mais la police n'a pas pour autant échangé sa casaque. Les hommes restent en place et la magouille est encore à



Depuis, il existe des preuves évidentes de l'intrusion des services de police dans la politique bretonne. Le FLB-LNS, qui n'a pratiquement pas commis d'attentats, mais qui a permis des arrestations était truffé de gens travaillant pour la police; et on se souvient encore de cette grossière provocation qui, avec le concours (involontaire?) du journal «Libération» vaudra à des Bretons quelques mois de prison. En octobre 1975, plusieurs personnes

l'ordre du jour. Pour beaucoup, la présidence de Mitterrand n'est qu'un état provisoire, une sorte de traversée du désert. Le mouvement breton n'a pas pris au sérieux, dans les années passées, la possibilité des provocations policières. Il ne faudrait pas qu'aujourd'hui toute circonspection soit abolie sous prétexte d'état de grâce. Tout le monde n'a pas été atteint par ses effets.

Yann Daumer,
Jean Guégueniat.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

Je déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

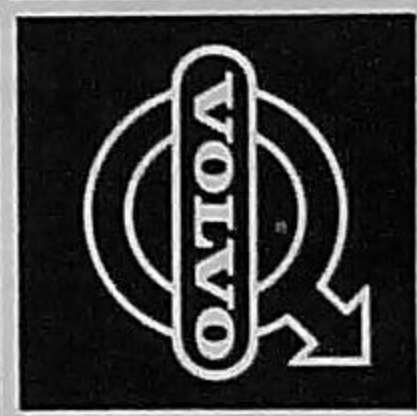
S.E.V.I.

Société Entretien Véhicules Industriels
S.A. GUALBERT

Modèles 82, Prix clés en main au 01.07.81, Série 340



de 7 à 10 CV, 240 de 8 à 12 CV, 260 15 CV. Boîtes automatiques, sans supplément de prix.



Les Volvo de Volvo.
De 7 CV à 15 CV.
De 38 840 F à 113 800 F.

BREST - 12, rue Anatole-France - 49.14.19

QUIMPER - R.N. 165 Quimper-Lorient
Troyalac'h - Saint-Evarzec - Tél. 90.32.09



La Hague (Photo Gamma)

Energie,

LE DÉBAT CONFISQUÉ

Le débat d'octobre sur l'énergie a confirmé les craintes. Et même bien au-delà. Ce n'est pas d'inflexion de la ligne PS qu'il faut parler, mais de retournement. On a entendu, au parlement, et dans ses alentours, les mêmes arguments pour justifier la nouvelle politique gouvernementale que ceux que la technocratie giscardienne employait pour imposer la sienne... Et même quelques autres auxquels l'équipe Giscard n'avait guère pensé. C'est ainsi que Jean-Pierre Chevènement, n'a pas hésité, devant le groupe socialiste atterré, à dire qu'il faudrait assez d'électricité aux heures de pointe, si les Français voulaient regarder la coupe du monde de football à la télévision!

En fait, il n'y a guère eu de débat. Les communistes, voyant les événements tourner à leur avantage se sont faits tout à fait discrets. La droite, qui en était restée aux propositions électorales du parti socialiste, a joué avec entrain les enfonceurs de portes ouvertes. Et même l'immense groupe PS a accepté un reniement silencieux: il avait déjà été brutalement mis au pas dès la veille du débat public, et Paul Quilès, spécialiste de l'énergie au sein du PS, qu'on avait beaucoup mis en avant quand il s'agissait de rameuter les voix au printemps, a été renvoyé à ses études. Quant à Bombard et Tazieff, ils avaient déjà cessé d'être utiles dès l'été...

Reste un programme énergétique qui

diffère si peu du précédent que le groupe RPR n'a même pas jugé utile de voter contre: il s'est abstenu. En fait, il arrange même bien EDF et aussi les trusts du nucléaire: on sait que, l'un des problèmes du programme Giraud était d'utiliser... les surplus du nucléaire! La consommation à l'horizon 1990 avait été nettement surestimée et on en revenait à la publicité pour le tout électrique. Sans compter les projets plus ou moins élaborés, comme celui de Guerledan, où l'on aurait remonté pendant la nuit l'eau qui serait descendue le jour... Autant dire que le «sacrifice» qui consiste à passer de 55 réacteurs en 1990 à 52 seulement était tout bonnement inéluctable, et il faut bien de l'aplomb au nouveau pouvoir pour en faire un exem-

ple de changement!

En réalité, le nucléaire reste la priorité; le charbon, on prévoit d'en accroître le tonnage, mais personne ne semble y croire, et sa gazéification dans le sous-sol, qui est sans doute sa chance réelle, ne sera pas beaucoup plus étudiée. Les énergies nouvelles? On va les étudier de plus près, tripler les crédits de recherche. Mais ils sont si bas qu'il était difficile de faire moins. Restent les économies qui peuvent être considérées comme le premier «gisement» d'énergie de l'hexagone, et certainement le plus créateur d'emplois. Eh bien, là aussi, en dépit des déclarations préélectorales, on en reste au demi-mesures.

Un même vocabulaire

Certes, l'habileté gouvernementale est grande. Il n'est plus question de se heurter directement avec la population, comme le précédent pouvoir l'a fait avec une incroyable maladresse à Plogoff. On va faire preuve de plus de souplesse, de plus de psychologie — de plus de ménagement, aussi sans doute. Le vocabulaire d'Edouard Hervé est à ce sujet fort curieux. Quand il répond à l'Assemblée Nationale que l'affaire de Plogoff «a été la plus mauvaise propagande possible contre le nucléaire» il

admet sans ambages que ce qu'il reproche au pouvoir giscardien, ce n'est pas d'avoir voulu imposer à la Bretagne une centrale nucléaire coloniale, c'est de s'y être pris en dépit du bon sens. Quant à la piteuse formule «il faut réconcilier les Français avec l'énergie», elle est digne de figurer au palmarès du verbiage ministériel, que les orateurs de la quatrième république et les hommes de Giscard avaient pourtant bien rempli. Ainsi, les Français étaient donc brouillés avec l'électricité? Ils avaient des ennuis avec leur chauffage et leurs moteurs avaient des ratés?

Si contestation il y a, ce n'est pas avec l'énergie bien sûr, comme le dit Edmond Hervé mais avec les trusts du nucléaire, relayés par EDF, qui ont tenté et qui tentent encore de préserver leur capacité à dégager de bien juteux profits. Que le ministère de l'énergie ne soit pas capable de leur résister, il nous l'avait déjà avoué. Qu'il leur emboîte aussi résolument le pas est encore plus inattendu. Qu'il s'en défende en employant devant l'opinion des arguments d'une telle vacuité laisse pantois...

Reconnaissons-lui pourtant des circonstances atténuantes: il n'est pas facile de défendre avec cohérence une politique énergétique qui présente toutes les caractéristiques du brouillon. Avec Giscard, au moins, on savait où on allait. Le tout-nucléaire était avant tout un élément de la stratégie mondiale des trusts et l'avenir du nucléaire était dans l'exportation massive, vers le Tiers-Monde en particulier. L'aspect énergétique passait dès lors au second plan. Pour justifier le recours au «presque-tout nucléaire», les ministres auront avancé tous les arguments, sans craindre de se contredire les uns les autres...

«Le presque tout-nucléaire»

Pour les uns, à l'image de Hervé et de Mauroy, il s'agit d'assurer l'approvisionnement énergétique. L'ère de l'énergie bon marché, c'est terminé. Le pétrole, il y en a pléthore, mais les pays producteurs réussissant plus ou moins à s'organiser, il est cher. Le charbon, les autres énergies? Difficile à exploiter ou à mettre au point. Alors, on nous a refait le coup du kilowatt nucléaire trois fois moins cher, en oubliant, une fois encore, de tenir compte de la recherche, de la sécurité, du coût de démantèlement des centrales et du retraitement des déchets. On nous a reparlé de l'indépendance nationale en omettant de rappeler que la technologie est américaine et l'uranium africain...

Pour d'autres, comme Chevènement, c'est par Scientisme qu'il faut recourir massivement au nucléaire.

C'est sous son impulsion que le gouvernement se lance dans les deux voies les plus aventuristes possibles en

matière de nucléaire industriel: l'extension des activités du centre de la Hague, alors que le retraitement des déchets radioactifs est loin d'être une technique fiable, même à moyen terme, et la mise en œuvre du surrégénérateur dont les risques, tant du point de vue de la sécurité que de la dissémination du plutonium à des fins militaires, sont très forts. «Le nucléaire est moins dangereux que le charbon» a dit J.-P. Chevènement. La belle nouveauté! L'ancien député RPR de Bennetot avait été plus drôle en disant qu'il y avait plus de morts dans les fabriques de chapelets que dans les centrales nucléaires! Encore que la liste des incidents et des accidents dans les installations nucléaires ait sérieusement tendance à s'allonger, l'objection vaut qu'on s'y arrête. Dire que l'exploitation du charbon est dangereuse et son emploi salissant n'est en aucun cas un argument pour le nucléaire! En revanche, c'en est un, assurément en faveur de l'accroissement de la sécurité dans les mines, qui est sans commune mesure avec celle des centrales nucléaires et en faveur de la lutte contre le dépoussiérage et l'élimination du soufre. Si l'on avait pour le charbon les mêmes égards que pour l'uranium ou le plutonium, ses nuisances «ordinaires» ne seraient pas beaucoup plus grandes. Restent les nuisances «extraordinaires» les accidents majeurs. Impossible, avait-on commencé par dire. «Impossible en France» avait claironné Barre. Improbable avait-on dit ensuite, mais le rapport Rasmussen, aux Etats-Unis, admet qu'il n'est pas possible de définir cette probabilité! Avec un développement sans mesure du nucléaire, ce qu'on sait avec certitude, c'est que dans un an, dix ans, deux cents ans, une catastrophe interviendra...

Exporter

Celui qui aura été le plus franc, c'est finalement Dreyfus. Il est vrai qu'il est moins rompu au vocabulaire politique et pas trop ennuyé de tenir un langage «modéré». L'intérêt du nucléaire, a donc dit Pierre Dreyfus, c'est que ça s'exporte, et si l'on veut bien exporter, il ne faut pas avoir l'air de mollir à l'intérieur de l'hexagone! Logique!

Par exemple, le Mexique nous observe car on voudrait bien lui exporter une centrale ou deux. L'avantage du Mexique, c'est qu'il constitue un nouvel Eldorado pétrolier. D'où l'intérêt d'avoir avec lui de bonnes relations. Relations qui peuvent donner le meilleur, par exemple la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador, mais aussi le plus douteux: vendre du nucléaire pour importer... du pétrole!

Entre ces motivations, dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles ne tirent pas dans le même sens, apparaît une constante: le gouvernement n'a pas voulu, ou n'a pas pu, briser le lobby du nucléaire.

Les députés qui y étaient hostiles n'ont pu que livrer des combats marginaux; c'est le cas d'Henri Peuziat, député de Douarnenez, qui aurait pu se contenter de la victoire de Plogoff, mais qui a tenu à être logique avec ses engagements en demandant la publication du fameux «rapport Crémieux», encore confidentiel mais qui met à mal deux tabous: la rentabilité du nucléaire, et

son aptitude à créer des emplois.

La méthode Mauroy

Sur ce, Mauroy, triomphant, a expliqué sa méthode pour choisir les sites d'implantation. Une méthode qui rappelle irrésistiblement celle des «volontaires désignés»; avec toute liberté de répondre, pourvu que la réponse soit «oui»! C'est d'abord la commune choisie qui sera interrogée. Pour une telle décision, c'est sûrement, un cadre trop restreint, mais admettons... Si la commune répond «oui», tout va bien pour Mauroy. Si c'est «non», on passe à l'échelon supérieur. Pas le département (se méfierait-on des réactions tribales?), mais la région. L'actuelle région, élue dans les conditions que l'on sait... si elle dit «oui», c'est bien, la commune doit s'incliner. Si c'est «non» le gouvernement se réserve quand même la possibilité de passer outre «si l'intérêt national l'impose»...

Application à la Bretagne. On ne réanime pas Plogoff contrairement au souhait provocateur du RPR Miossec, mais on dégele le site de la Basse-Loire. Avec une petite subtilité, ce ne sera sans doute pas le Pellerin en dépit de la décision du conseil d'Etat et des achats de terrains commencés. Trop près de Nantes (tiens, y aurait-il un risque?) et une population hostile... Mais on guigne le Carnet, en Frossay, où le conseil municipal a déjà fait savoir son accord et où les terrains appartiennent au port autonome de la Basse-Loire. Un gros souci de moins, et tant pis si l'on doit construire sur des terrains sédimentaires!

A Brennilis aussi, il y aurait du nouveau. Dès avant le débat parlementaire, une information en provenance du cabinet Mauroy signalait qu'on envisageait l'installation d'un «petit» réacteur de 300 mégawatts, muni d'un système de refroidissement en circuit fermé. Il s'agirait d'une unité expérimentale pour une filière destinée (on y revient) à l'exportation.

A refaire

Il est certain que pour mettre en place un programme nucléaire qui ne diffère pas radicalement de celui de la droite, le pouvoir socialiste joue beaucoup mieux qu'elle. Il a, aux yeux de l'opinion, mené le débat annoncé, même si les sensibilités les plus hostiles au nucléaire, y compris à l'intérieur du PS, en ont été écartées.

Il se garde de heurter de front les populations concernées. Quelles résistances rencontrera-t-il? Beaucoup moins que Giscard, assurément. Si toute la gauche n'analyse pas lucidement la politique nucléaire, c'est à gauche que se trouvent, cependant, ceux qui en ont une vue claire. Qu'ils soient syndicalistes ou membres de petits partis, ils risquent d'avoir du mal à mobiliser contre un seul aspect, particulier, de la politique mitterrandiste.

Finalement, le plus grand péril que court le programme énergétique de Pierre Mauroy, c'est en lui qu'il réside, dans son manque de cohérence. Brouillon, disions-nous, plus haut. Avec la mention «à refaire».

J.G.

HENAUT

Photo - Ciné

5, place Le Flô

LESNEVEN

Tél. 83.00.15

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

Petite et grande taille

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST



peintre
en
lettres

48, rue du Dourjacq
29200 BREST
Tél. : 02.61.41

LE GUILLOU - LE PLUARD

RADIO, TÉLÉ
HI-FI, MAGNÉTOSCOPE
INSTALLATIONS
D'ANTENNES

Location Magnétoscope

36, RUE MARECHAL LECLERC
56000 VANNES
tél. 47.36.87 & 47.45.38



**NELLO
SBAIZ
SPORTS**

Sports d'équipe - Tennis - Loisirs

3, rue Vauban - 56100 LORIENT
Téléphone : 21.22.91

**WARENGHEM
LANNION**

Tél. : (96)37.00.08

**Toutes liqueurs
Spécialités bretonnes**



N'EN JETEZ PLUS !

Vous en êtes un autre...

Dans le monde des media, il est rare qu'on se réjouisse de la mort d'un journal, ceci au nom de la plus élémentaire liberté d'expression. Même si, paradoxalement, sa naissance n'a pas unanimement été appréciée, pour des raisons de concurrence ou d'idéologie. C'est en l'occurrence au tour du mensuel « Les dits de Nantes et de sa région » de faire cette douloureuse expérience, ce qui n'empêche pas sa dernière couverture d'être ornée d'un Mickey représentant une face hilare. Preuve que, dans l'équipe de la rédaction, on a dû conserver un certain sens de l'humour. S'il en est ainsi, on peut cependant s'interroger sur le titre unique de cette « une » : Les Dits, c'est fini — Les cons respirent. Cette apostrophe à la Reiser n'est en effet pas des plus heureuses, que l'on se sente ou non concerné par elle d'ailleurs. Car enfin, il n'est pas neuf que la connerie est la chose la mieux partagée du monde. En titrant ainsi les rédacteurs du journal s'aliènent automatiquement une partie de leur ancien lectorat qui elle, a conscience de la réalité de cette grande

fraternité. Ensuite, c'est un peu maladroit lorsqu'on a l'intention — fort louable au demeurant — de créer prochainement un hebdo de gauche « largement ouvert aux courants de pensée progressiste ». Cette dernière n'a jamais impliqué la disparition de la connerie. Car il n'y a aucune incompatibilité entre les deux notions. Leur coexistence frise même parfois la collaboration, au nom de l'adage qui veut qu'on est toujours le con d'un autre, au même titre que, quoi qu'on fasse, on se trouve inmanquablement à la droite de quelqu'un. Pour de plus amples compléments de réflexions, nous ne pouvons que conseiller à la future équipe de rédaction, tout comme à nos lecteurs, la (re)lecture de cette « Lettre ouverte » qu'Yvan Audouard a adressée aux cons. Un ouvrage que l'auteur a eu le bon goût de dédicacer à un chroniqueur récemment viré de France-Inter, grand amateur de safari, sabre d'académicien au clair, bref à Michel Droit, qui maîtrise parfaitement la question.

P.G.

Plovan : ça coince au portillon

26 janvier 1982 : c'est la date à laquelle prend fin la validité du permis de construire du village de vacances prévu à Plovan, en baie d'Audierne. Prévu, parce que c'est vraiment pas de la tarte pour les promoteurs de la chose. Une clause du permis stipule en effet qu'aucun chantier ne pourra démarrer sans qu'il y ait eu un entretien préalable avec la Direction des Antiquités Préhistoriques de Bretagne, le site de Kergalan présentant un intérêt archéologique certain. Pour l'heure, l'entretien en question ne paraît pas devoir déboucher sur un compromis quelconque : des fouilles doi-

vent avoir lieu à la belle saison qui ne pourra être que la prochaine, et à ce moment-là, si le permis n'a pas été renouvelé... Là-dessus se greffe l'aspect écologique du problème. Le coin serait susceptible d'être classé en site naturel, particularité d'ailleurs occultée dans les paperasses se rapportant au projet. Enfin, évacuée également, la réalité locale qui est d'abord agricole, laquelle apparaît décidément comme étant celle qui aurait le plus à pâtir de la présence d'un village qu'on prévoit de remplir de vacanciers six mois par an. Nous reviendrons en détail sur tout cela, et ce pas plus tard que dans pas longtemps...

Dossier ouvert pour porte close

Pratiquer une pédagogie de la réussite en recherchant l'individualisation des apprentissages, faire de l'école un véritable lieu de vie complémentaire de la famille et du quartier, mettre en place une collaboration étroite avec les familles, responsabiliser au maximum parents, enfants, personnels de service, enseignants, administrations, élus... C'est en résumé ce à quoi voudrait bien trouver les moyens de s'atteler l'équipe des enseignants de l'école ouverte de Kerfraval à Morlaix. Une équipe pour qui la lutte contre l'échec scolaire ne passe donc pas uniquement par l'apport du seul soutien technique aux enfants en difficulté (moments de rattrapage spécialisés, interventions de psychologues notamment).

Histoire d'amorcer le mouvement, les enseignants ont en temps utile, demandé au ministère que soit accepté le principe de la négociation d'un contrat entre l'équipe d'école et l'administration de l'éducation nationale, ainsi que dès la rentrée, soit créé un demi-poste supplémentaire d'enseignant, en l'occurrence promis de longue date. Estimant que leurs demandes ne réclament pas un

examen si approfondi qui puisse justifier le silence dont les gratifie leur destinataire, dans une lettre que nous leur ouvrons bien volontiers, ils s'étonnent: «Comment pourrait-on espérer que naissent, se développent et vivent des initiatives concrètes de changement», si on commence par ne pas se préoccuper de ce qui déjà existe, si on se refuse à prendre appui sur ceux (les équipes d'écoles ayant déjà mené sur le terrain et parfois depuis longtemps des entreprises de changement) qui seraient le plus à même de servir de moteur pour des transformations en profondeur du fonctionnement de l'école?»

Question posée donc directement à Alain Savary. En attendant la réponse, et afin d'éviter un oubli par trop pénalisant, le groupe d'enseignants a décidé de continuer sa grève administrative, de refuser l'entrée de l'école à tout personnel administratif de l'éducation nationale, de cesser tout le travail de concertation d'équipe des enseignants, d'arrêter le fonctionnement de la bibliothèque et du journal de l'école.

Suite (et fin ?) dans vos gazettes quotidiennes... ou dans votre mensuel favori.

Tourisme (de luxe) et travail (de misère) au pays de Rhuys

La façade océanique de la presqu'île de Rhuys manque d'abris naturels. Certes, quand on la surnommait «Terre Fortunée de la Bretagne», le cabotage y était prospère... mais les gabarres et chaloupes se contentaient d'anses d'échouage où chargement et déchargement se faisaient à dos d'homme. En 1980, sous l'impulsion du conseiller général de Sarzeau et ministre Marcellin, tout va enfin changer. On va creuser une vasière pour faire un port... Le Crouesty.

Hein? On connaît, la presse en parle. Mais c'est un port de plaisance!... Eh oui, escorté d'une zone résidentielle de quelque 150 hectares. Le «Peuple Breton» seul de toute la presse, dénonce, à ses dépens, cette opération «tourisme de luxe».

Et les pêcheurs et ostréiculteurs?

Eh bien! à peu de chose près, ils doivent opérer comme leurs ancêtres de la marine à voile et des lampes à huile. C'est ainsi que les marins-pêcheurs de Saint-Jacques viennent, de guerre lasse, d'adresser au préfet une lettre ouverte pour s'inquiéter de la réalisation concrète des projets de meilleure protection du «port» (une simple «cale»). Fatigue et danger pour les hommes et pour leurs bateaux.

Projets coûteux, de 20 à 50 millions de francs. Trop cher pour la commune de Sarzeau, estime le maire, qui craint d'avoir à éponger la totalité de l'ardoise.

Les pêcheurs ne sont pourtant pas exigeants. Faute de mieux, ils se contenteraient d'enrochements. «Nous, on ne demande pas du **luxe**», explique le secrétaire du syndicat CFDT. Le malotru! A quoi fait-il donc allusion? Au Crouesty, sans doute, où l'on vient d'achever les deux dernières darses prévues. Et où on projette, dans l'immédiat, et à deux pas de la plage... une piscine, avec des batteurs destinés à agiter l'eau, et à donner aux baigneurs l'illusion de chevaucher les vagues de l'océan! Coût: 450 millions de centimes.

Ne pas confondre batteurs et agitateurs. Ces derniers, gauchistes, et subversifs, cela va de soi étaient déjà fustigés par Marcellin, lors de l'inauguration du Crouesty.

Les pêcheurs de Saint-Jacques en feraient-ils partie? Pourtant, en 1970, ils n'existaient même pas. Le rapport justificatif du plan directeur d'urbanisme de la presqu'île de Rhuys ne concluait-il pas: «L'enquête a démontré (sic) que l'avenir de la presqu'île de Rhuys était dans son essor touristique (...).

Pays essentiellement agricole et conchylicole, les ressources qui en résultent sont insuffisantes pour assurer la vie de la population active».

Les pêcheurs de Rhuys veulent pourtant vivre, douze mois sur douze. A quand le changement, ici comme ailleurs?

Smithwick's

la vraie bière irlandaise...

Ets EVEN Saint-Brieuc Tél. (96)33.45.63
COZIGOU Guingamp Tél. (96)43.71.81
SADIBO Auray Tél. (97)24.07.04

Distribué par Ets FOURNIER Plougastel Tél. (98)40.36.34
Quimper Tél. (98)90.03.02
Rennes Tél. (99)59.09.44

Boulangerie Calvez à Brest : 45 licenciements

Il y a tout juste un an, la boulangerie industrielle, Yves Calvez employait 75 personnes. Elle n'en comptait plus que 45 lorsque au moment de la paye de septembre les travailleurs apprirent qu'il n'y avait plus un sou en caisse ! Le personnel décidait aussitôt d'occuper les locaux tant que les salaires ne seraient pas versés. A noter que les salaires figurent parmi les plus bas de la profession : entre 3000 et 4500 F.

Le 13 octobre, la Direction licenciat ses 45 salariés. Selon la CFDT une mauvaise gestion et une politique commerciale déplorable seraient à l'origine de ce dénouement et la relance éventuelle de l'activité est en outre lourdement hypothéquée par un matériel vétuste et inadapte pour lutter contre la concurrence.

Curieusement, on apprend que malgré les difficultés de trésorerie, trois des fils Calvez envisagent de monter une boulangerie industrielle à Quimperlé.

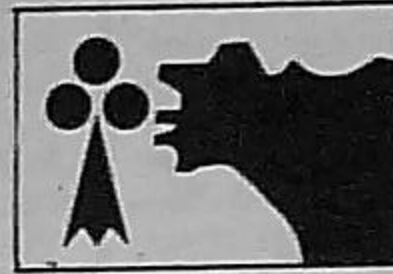
Grève au centre hospitalier de Dinan

« La santé c'est l'affaire de tous » un slogan que le personnel de l'hôpital en grève a lancé à toute la population dinannaise pour la sensibiliser aux carences actuelles du centre hospitalier.

Le syndicat CFDT réclame les nominations de 4 médecins anesthésistes réanimateurs au lieu de 2 prévus par la direction qu'il juge responsable du mau-

Le problème breton

DE BREST



A NANTES

vais fonctionnement d'ensemble de l'établissement. La CFDT demande que des sanctions soient prises à l'encontre du directeur et qu'une enquête administrative soit engagée pour qu'à l'avenir l'hôpital retrouve la confiance de la population.

St-Malo : une situation de l'emploi préoccupante La CFDT propose des solutions

Le tribunal de commerce de St-Malo vient de prononcer la liquidation de biens de la SADEC. Cette entreprise spécialisée en chaudronnerie et en tôlerie industrielle compte 70 salariés. Déjà

l'année dernière, elle avait été mise en règlement judiciaire, l'inquiétude est grande chez les travailleurs même si l'annonce de licenciements n'a pas encore été formulée, mais la société compte un passif de 1800.000 francs.

Par contre la CFDT considère nécessaire l'embauche d'une cinquantaine de travailleurs aux Ateliers et Chantiers de la Manche en raison d'une charge de travail importante et d'infrastructures permettant ces créations d'emplois. Mais un obstacle existe dans la mesure où l'effectif est actuellement de 250 personnes, ce qui correspond au quota maximal fixé par la Marine Marchande dans les chantiers de construction navale. Une réglementation bien difficile à admettre dans une région si durement touchée par le chômage.

RÉUNIFICATION DE LA BRETAGNE :

Une manifestation qui fera date

La manifestation de Nantes pour la réunification de la Bretagne a connu, les 10 et 11 octobre, un incontestable succès.

Peu nombreux en effet, sont les thèmes de manifestation qui peuvent réunir 4000 personnes dans un meeting... à 10F la place, un dimanche après-midi. La réunification de la Bretagne a réussi cette gageure, et la manifestation de rue qui a suivi le meeting, grossie de rue en rue par des grappes serrées de Nantais, a peut-être conduit plus de 8000 personnes devant la préfecture, sur une place Roger Salengro devenue soudain trop petite pour les accueillir toutes.

L'Union Démocratique Bretonne a naturellement pris une part importante dans la préparation et le déroulement de cette manifestation, à laquelle appelaient la plupart des organisations culturelles, ainsi que les radicaux de gauche et le PSU, et qui bénéficiait du soutien d'un certain nombre d'élus socialistes. Des cars partis de différents points de Bretagne concrétisaient le soutien de tout le pays à la population de Loire-Atlantique, au sein de laquelle la revendication de réunification plonge des racines populaires de plus en plus vigoureuses.

L'exigence d'une réunification antérieure à l'élection des conseils régionaux est sortie très renforcée de ces deux journées.

Tentatives de sabotage

Au regard du spectaculaire succès d'une manifestation qui fera date dans l'histoire de la réunification, il faut malheureusement inscrire le coup bas qui a consisté, pour certains socialistes de la municipalité de Nantes, à faire mettre en cause publiquement par celle-ci, le 12 octobre, la responsabilité des organisateurs de la manifestation à propos d'inscriptions qui ont couvert les murs de Nantes dans la nuit du 10 au 11. On sait que des inscriptions analogues ont proliféré en de nombreux points de Bretagne depuis l'ouverture du débat sur la décentralisation. Sans doute pas dans l'intention de rendre populaire la revendication d'un statut particulier pour la Bretagne...

Le Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne a immédiatement protesté contre cette véritable diffamation, en même temps qu'il confirmait n'avoir rien

de commun avec les auteurs des inscriptions (exclus de l'enceinte du meeting, où ils prétendaient tenir un stand !). Patrick Pellen, conseiller municipal UDB de Nantes, relayé par Patrick Mareschal (maire-adjoint div. gauche, président du Comité pour l'Unité), a obtenu le 19 octobre, en séance publique du Conseil Municipal, que le député-maire Alain Chenard retire les accusations portées une semaine plus tôt en son nom contre les organisateurs de la manifestation. Soutenu par Paul Le Guilloux (P.C.F.), Patrick Pellen obtenait en outre qu'une plainte soit déposée contre les véritables responsables des déprédations commises contre les murs des monuments publics (château, mairie) et de nombreux domiciles privés.

Comment ne pas souhaiter en effet que toute la lumière soit faite sur ce qu'il faut bien appeler une véritable tentative de sabotage de la manifestation du 11 octobre ? Et par la même occasion, sur les liens — déjà partiellement connus — qui rattachent le groupuscule signataire des inscriptions (S.P.V.) à l'extrême droite française ?

Donatien Guilbeaud.

Le Parlement européen au secours des langues minoritaires

Dans la lutte des peuples pour sauvegarder leur langue et leur culture, le Parlement Européen vient d'apporter une contribution remarquable en votant une résolution proposant la reconnaissance des langues minoritaires par leur enseignement de l'école maternelle à l'université. Une proposition qui vient à point au moment où les responsables de Diwan négocient auprès de l'éducation nationale une éventuelle intégration.

De plus, cette résolution rejoint les demandes formulées en Bretagne pour qu'un véritable budget culture permette à la langue de vivre au travers des médias et dans la vie publique.

Un avenir sombre pour le granit breton

Les entreprises bretonnes de granit traversent une crise grave due pour une grande part au marasme des industries du bâtiment. Ce secteur qui regroupe aujourd'hui 3000 salariés risque de se dégrader très rapidement si des mesures commerciales de promotion du granit ne sont pas prises pour assurer la relance de l'activité, car la tendance de la plupart des exploitations mène aux réductions d'horaires et aux licenciements.

La CGT entend se battre pour la sauvegarde des emplois en refusant les conséquences d'une crise dont les travailleurs se sont pas responsables.

Cliniques privées: la CFDT dénonce les disparités avec les établissements publics

Les délégués CFDT d'une soixantaine de cliniques privées bretonnes se sont réunis à St-Brieuc pour établir un constat de la profession qui révèle de profondes disparités sur le plan des salaires et des conditions de travail entre le secteur public et les établissements privés. A qualification et travail égal, le retard des salaires varie de 500F à 1000F, quant aux cadences de travail, elles sont plus élevées dans les cliniques privées où l'on relève 1 agent par lit contre 1,4 dans les hôpitaux.

Au travers de ces constatations, la CFDT envisage des actions prochaines pour effacer au plus tôt cette discrimination faite aux personnels des cliniques privées.



Le 9 octobre, Louis Le Penec avec, de gauche à droite, Pierre Morvan, Fanch Kerrain et Jean-Louis Le Mée.

Pour un port en eau profonde

Une délégation de la Fédération UDB du Trégor-Goëlo a été reçue par Louis Le Penec, ministre de la mer, lors de la visite que celui-ci a effectuée à Paimpol le vendredi 9 octobre.

Parmi les sujets abordés au cours de la rencontre figurait le projet, défendu par l'UDB, d'un port en eau profonde dans le Trégor-Goëlo. La délégation a souligné l'intérêt d'un tel port, situé à 1/2 heure des routes maritimes internationales pouvant accueillir des bateaux de 5000 à 20.000 tonnes et d'un coût — infrastructure routière comprise — cinq fois moins élevé que celui prévu pour le projet du Léguer, à St-Brieuc.

Le ministre de son côté a confirmé qu'aucune décision n'avait été prise

encore et a accepté de recevoir, dans un avenir proche, une délégation du comité pour un Port en Eau Profonde dans le Trégor-Goëlo.

Ainsi, malgré le bluff de la CCI des Côtes du Nord, qui n'a pas hésité à investir 22 millions de centimes dans une maquette du projet du Léguer, malgré le forcing des élus de St-Brieuc, malgré le silence des médias sur les propositions concernant les sites possibles dans le Trégor-Goëlo, rien n'est encore joué.

Mais, — et le Ministre de la Mer l'a laissé entendre — la population du Trégor-Goëlo devra se mobiliser si elle veut son port en eau profonde.

Patronat de choc

L'Union Laitière Normande et sa filiale Négobeureuf font beaucoup parler d'elles, ces temps-ci, dans le Trégor-Goëlo.

Début septembre, le syndicat des Paysans-Travailleurs, a engagé une action pour dénoncer la décision prise par Négobeureuf de ne plus collecter le lait d'une vingtaine (dans l'immédiat) de petits producteurs de la région de Paimpol. Sous prétexte de critères qualitatifs, la direction de Négobeureuf, en lâchant les petits paysans dont la production ne dépasse pas 15.000 litres par an, applique une politique de recherche maximum de profit.

Cela sans tenir compte du drame humain, vécu par ces agriculteurs, contraints de prendre place dans le rang des chômeurs et assurés, vu leur âge souvent avancé, de ne pas retrouver de travail.

La section UDB de Paimpol, a apporté

son soutien aux agriculteurs ainsi « licenciés, sans préavis ni indemnités ». Négobeureuf est en pleine restructuration, puisqu'elle vient également d'annoncer 90 licenciements dans ses usines de Bretagne.

C'est ainsi que sont envisagées douze suppressions d'emplois à l'usine de Pontrieux et le licenciement de douze chauffeurs dépendant de la laiterie de Carhaix mais dont plusieurs habitent également la région de Pontrieux.

Face à cette situation, les syndicats CGT et CFDT de Pontrieux ont réagi et les 200 travailleurs de Négobeureuf Pontrieux se sont mobilisés. Ils ont entamé une grève reconductible, suivie à 99%, occupé les locaux de l'usine et manifesté dans les rues de la ville.

Là encore, seule la mobilisation des travailleurs pourra faire comprendre à un patronat de choc que quelque chose a changé un certain 10 mai...



Grand Gousier

PRODUITS RÉGIONAUX DE BRETAGNE

Tél. (98)95.56.46

"fait-main"

ouvert le
dimanche matin

Charcuterie - Biscuiterie - Cidre

Echoppe n° 28
Halles de Quimper

PRIX SPECIAUX aux Restaurants, Comités d'Entreprise, Collectivités...



8 et 10, Place de la Liberté

Tél. 44.59.03 BREST

SERVICE APRÈS-VENTE

CAISSES ENREGISTREUSES SWEDA
MACHINES A ÉCRIRE ET A CALCULER
MEUBLES ORDO - ATAL
BALANCES - PHOTOCOPIEURS

A. BÉNIZÉ

AGENCE IMMOBILIÈRE

6, rue de Glasgow - BREST - Tél. 44.34.34

A VENDRE : dans Rés. F4 tout confort - Prix : 28
Saint-Martin : F1 et F2 - Prix : de 10 à 13
TREZ-HIR : Prox. mer villa 5 Pièces - Prix : 28
A CÉDER : CENTRE, cse santé P.A.P. - Prix : 25
SAINT-RENAN : BAR-TABACS - Prix : 25
A LOUER : PRÈS LANNILIS : PAVILLON type F5 neuf - Loy. mens. 2000

Auto-Ecole Michel LE BOZEC

Bureau : 10, RUE COLBERT, 10
29200 BREST Tél. 44.52.81

Domicile : 74, RUE ARMORIQUE, 74
29200 BREST Tél. 45.23.64



Ets LUCAS

Bières - Fuel

Tél. 93.12.84 CARHAIX

« Kronenbourg »

Dépôt Exclusif Agréé



SNACK-BAR

Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



SNACK-BAR

RECOUVRANCE
Téléphone : 45.08.50
Ouvert JOUR et NUIT

SKALIEROU

A-BEP-SEURT

Fénêtres - Portes - Volets

Yann GUEGUEN

Dour ru - Plomelin

Tél. 55.11.42 KEMPER

tous les événements heureux

Jean Alain FROVOST

— IMPRIMEUR —

11, RUE DE LA FRATERNITÉ LESNEVEN

Tél. 83.00.77

Fête du

3 & 4 OCTOBRE

RECORD FLA

30.000 ENTR

ET DES

POUSSIÈRES



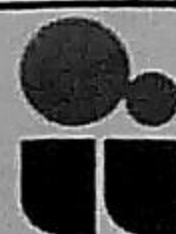
keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
Tél. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES



IMPRIMERIE

Rue François-Lettré, BRE

OFFSET - QUADRI

Dépliants -

peuple breton

MBÉ :
ES

Reportage photo :

Georges Le Bris
Jakez Le Fèvre



interrogeraient sur l'identité du porteur de masque, il s'agit de Claude Nougaro. Les autres acteurs de ce reportage photo sont
est des foules où l'anonymat a, de fait, droit de cité. Ce refus de l'auto-publicité n'impliquant pas, au contraire, qu'on refuse de

errogeraient sur l'identité du porteur de masque, il s'agit de Claude Nougaro. Les autres acteurs de ce reportage photo sont
est des foules où l'anonymat a, de fait, droit de cité. Ce refus de l'auto-publicité n'impliquant pas, au contraire, qu'on refuse de

errogeraient sur l'identité du porteur de masque, il s'agit de Claude Nougaro. Les autres acteurs de ce reportage photo sont
est des foules où l'anonymat a, de fait, droit de cité. Ce refus de l'auto-publicité n'impliquant pas, au contraire, qu'on refuse de

Les numéros suivants ont gagné un
diaposter : 25057 - 25254 - 25189 -
25139 - 25308 - 25135 - 25009 -
25137 - 25001 - 25058 - 25059 -
25047 - 25181 - 25213 - 25040. Les
réclamer au journal en joignant le ticket
correspondant.

L'IROISE

tél. 02.28.74

ROMIE

alogues - Périodiques - Affiches

CRÊPERIE TY-BREIZ

ses spécialités. krampouz ha jistr-mañ

15, rue duquesclin

tél. 37.91.20

lannion

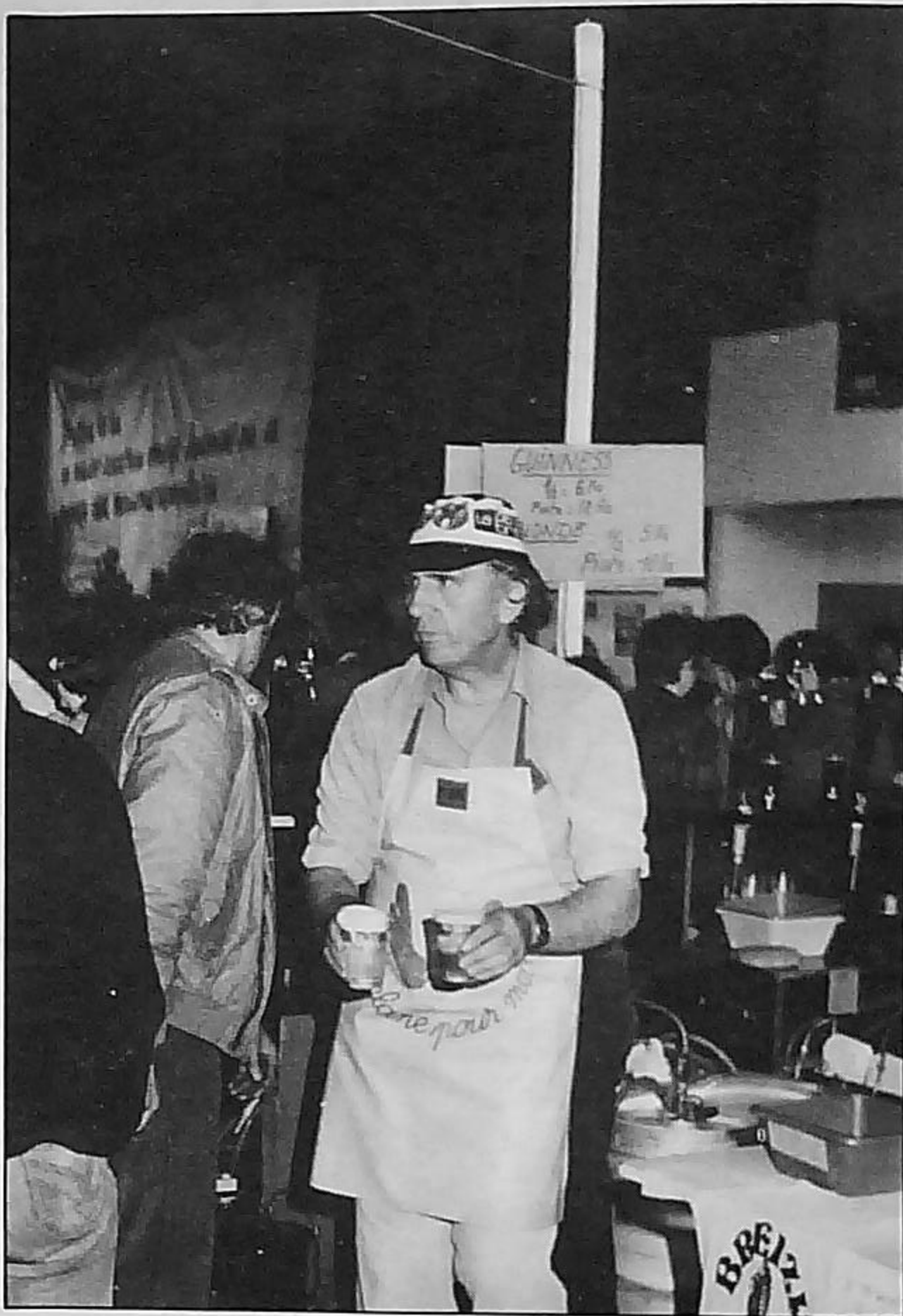
LA FÊTE !

Fête politique ou populaire? Fête brestoise ou bretonne? Faudrait faire un sondage avec prière de rayer les mentions inutiles. Ce qui apparaît comme évident, c'est que la fête du PB est une fête où l'on se sent bien. Le fait que chacun y trouve son compte, s'il ne peut pas être garant d'authenticité — ce qui, en l'occurrence, reste à prouver — est sans conteste générateur de cet état de réjouissance, sinon de grâce, si particulier à cette manifestation. Laquelle s'est donc bouclée avec quatre mois de décalage, because élections dont le résultat valait quant même la peine qu'on patiente deux minutes.

Trente mille personnes pour un week-end, c'est le bilan 81 qu'on peut comparer avec celui de l'an passé. Les vedettes invitées ont eu le succès escompté à part peut-être Bashung, qui avec son arrivée sur une scène artificiellement enfumée, n'a pas précisément fait un tabac. Résultat des courses: une bonne partie du public s'est rabattue sur la petite salle qu'occupait Yvon Etienne, lequel a alors vu ses auditeurs se multiplier à une vitesse alarmante pour la sécurité des plantes vertes et des stands divers. Des stands qui durant ces deux jours, ont connu une fréquentation variant suivant l'heure et la température intérieure aussi bien qu'extérieure. Ce sont évidemment ceux garnis de boissons qui se sont révélés être les plus sensibles à ces variations tant météorologiques que temporelles. A l'un d'eux, et pour tout dire au principal, on a pu assister à des écoulements ininterrompus de G... et de C..., le temps de vider intégralement les tonneaux, vision rare qui a cependant été loin de contribuer à un quelconque recul de l'alcoolisme breton et international, puisqu'aussi bien nous avons des visiteurs de bien au-delà nos frontières historiques (Loire-Atlantique incluse, œuf corse).

Sans verser dans le compte-rendu signalant «une ambiance bon enfant et empreinte de décontraction, le mot du président ayant provoqué plus d'une larme parmi la nombreuse assistance», on peut tout de même causer un peu des conditions dans lesquelles les gens se sont distraits, ont applaudi, se sont retrouvés. Passant pour la première année le rideau de ces festivités, cer-

*Ils sont venus
Ils sont tous là,
Même ceux
du Sud
de la Bretagne...*



tains pouvaient formuler in petto quelques appréhensions du genre: «S'ils me les cassent avec leur politique, je fous le camp et tant pis pour Nougaro». Ceux-là, ont rapidement dû s'apercevoir qu'il n'était pas question de se faire systématiquement assaillir en vue de signer une adhésion au parti organisateur, comme il n'était pas non plus question d'écouter, les mains jointes et la trogne béate,

les interventions politiques entre deux spectacles: c'est pas tellement le genre de la maison.

Tout cela a pu donc se vérifier lors de cette septième édition de la fête d'un peuple breton qui peut, dès à présent, songer à économiser les quelques sous qui, l'an prochain, lui donnera accès à un plateau encore plus fumant. Promis, juré!



CRÊPERIE - BAR

An Digarez

Sainte-Christine - PLOUGASTEL-DAOULAS Téléphone 40.55.06

IMPRIMERIE
LE GRAND

8-10, route de Quimper
BREST
Tél. 02.03.89

Roazon
krampouezh
mat...

"tí loïk"
32, rue de la Visitation
Tél. 79.00.83



Meubles HO-TY

17, rue Jean-Jaurès et rue Saint-Saëns - BREST

Décoration style et moderne - tissus - cuisines aménagées

HI-FI KASTELLIN

7, Grand'Rue
CHATEAULIN
Tél. 86.04.67

HI-FI DOUARNENEZ

18, rue Jean-Bart
DOUARNENEZ
Tél. 92.65.87



YAMAHA

Cabasse *luxman* **THORENS**



HITACHI

— 5% aux lecteurs du journal



BRULERIE DE CORNOUAILLE

ETABLISSEMENTS F. TANNEAU

Le spécialiste des cafés fins



BUREAUX ET TORRÉFACTION

Route d'Audierne

Tél. 87.62.81

29 S - PLONÉOUR-LANVERN

*Centre de Diffusion au service des cultures
et civilisations bretonnes et celtes*

BREIZ vous propose dans ses 3 magasins :

BREIZ, 9, avenue du Général de Gaulle
44500 LA BAULE

Téléphone 60.21.62

BREIZ, 10, rue du Maine
75014 PARIS

Téléphone 320.84.60

BREIZ, 17, rue de Penhoët
RENNES

Téléphone 79.01.87

**UN GRAND CHOIX DE LIVRES ET DISQUES
BRETONS, ECOSSAIS ET IRLANDAIS**

BEP DAOU VIZ E TEU INGAL « BREMAN » ER
MAEZ. BEP 2 VIZ E VEZ KAVET 'BARZH
KELEIER E BREZHONEG AES HA BEV DIWAR-
BENN BUHEZ HA STOURMOU POBL VREIZH.

BEP 2 VIZ N'EO KET TRAWALC'H. UR WIR
GAZETENN A RANKOMP KAOUT BEP MIZ,
BEP PEMZEKTEZ, BEMDEZ.



Met evit-se eo ret kaout muioc'h a voneiz
vihan a tont ingal : KOUMANANTOU.

Setu ar pezh 'zo dav kaout evit mont pelloc'h
BREMAN.

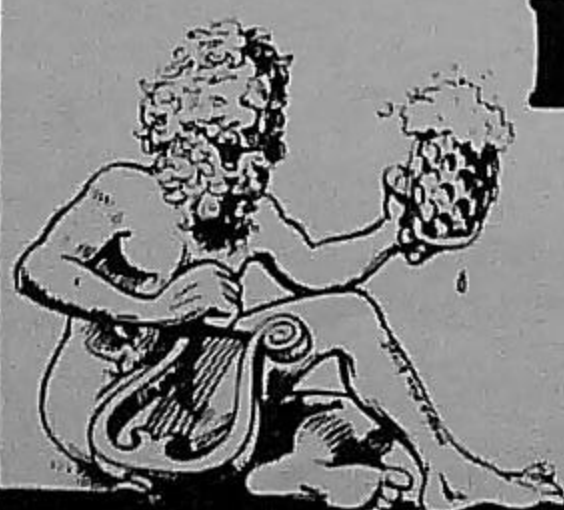
BREMAN - 8, straed Hoche - 35000 ROAZHON
Koumanant : 30 L - Skoazell : 50 lur

CONFISERIE

« Au Pierrot Gourmand »

Grand choix de produits diététiques
Gâteaux et fruits secs au détail

11, rue Maréchal-Joffre
RENNES - Tél. 30.83.26



BACCHUS

BIÈRE - SPIRITUEUX - WHISKY

Halles Saint-Martin

CASH

Route de Gouesnou - BREST

Téléphone : 42.11.21

A Mesmerrien, face aux maisons Brosolo



TÉMOIGNAGE

POLOGNE Une seule solution : l'autogestion

La Trinité polonaise — Parti, Église, Solidarité — est loin d'être aussi tranchée que nous la présentent les média occidentaux (radios notamment). C'est l'avis d'un groupe de Clajistes qui ont passé le mois d'août au pays d'un syndicat fort de dix millions d'adhérents, soit près d'un tiers de la population totale.

Irlande, Algérie, Pologne, Nicaragua, le Club de Loisirs et d'Action Jeunesse brestois continue donc à cultiver des relations Internationales avec des contrées où «des peuples luttent pour leur indépendance, où quelque chose de nouveau se construit». Des voyages qui s'accompagnent d'actes concrets. Ainsi du matériel d'imprimerie a-t-il été offert à Solidarité, et le CLAJ participe actuellement à une campagne intitulée «Une voiture pour Solidarité» destinée à permettre la diffusion des deux bulletins quotidiens édités par le Bureau d'information presse du syndicat (1).

L'appel aux travailleurs de l'Est pour qu'ils forment des syndicats libres, la demande d'un référendum sur l'autogestion ouvrière, celle d'élections libres, autant de revendications qui un temps pouvaient faire penser que le «grand frère» soviétique était près à rééditer certaines remises au pas que chacun a en mémoire. «C'est une fois sur place qu'on se rend compte que la situation, en France notamment, est dramatisée» dit Yvon, l'un des voyageurs. «Une interprète nous a dit un jour en voyant un groupe de journalistes, qu'ils n'attendaient qu'une chose: faire des photos des chars russes. A la différence des occidentaux, les Polonais ne croient pas à une intervention soviétique».

Où et combien?

Une contradiction qui s'explique cependant aisément. Pour Jean-Paul:



«Les Polonais manient très bien le compromis. Celui-ci s'exerçant aussi bien entre le pouvoir et Solidarité, qu'au sein même du syndicat». Et Yvon de relater l'anecdote suivante: «Un gars de Solidarité nous a raconté l'histoire d'un conflit qui a eu lieu un peu avant l'été dernier. Ça s'est passé à la Lot, compagnie d'aviation dont le directeur est nommé par l'Etat. Les ouvriers demandaient la révocation du patron en question. Sans suite. Le conseil du personnel a nommé alors un directeur, tandis que le gouvernement décidait de son côté de placer un général à la tête de l'entreprise. Conflit ouvert, donc, qui s'est résolu par un compromis: le militaire a gardé la direction de l'orientation de la compagnie, et sa gestion a été dévolue à celui qui avait été nommé par les ouvriers.»

Le fait qu'un tiers des membres du parti ouvrier unifié polonais (POUP) est adhérent déclaré de Solidarité, tout comme celui que le syndicat compte des membres du parti dans ses instances dirigeantes, peuvent donc être facteur de conciliation. Il n'en demeure évidemment pas moins la large contestation populaire: «Une des revendications que nous avons entendues au KKP, c'est-à-dire le conseil national de Solidarité, est le droit de connaître le budget de la nation» dit Jean-Paul. «Pour eux, s'il y a actuellement pénurie, c'est en grande partie à cause des magouilles pratiquées au niveau de l'import et de l'export. Par exemple, une affiche imprimée par le syndicat pose deux questions: où? pour combien? C'est-à-dire: où va la production et en quelle quantité? L'affiche en question a été faite lorsqu'ils se sont aperçus qu'un chargement en train destiné à l'exportation était constitué de boîtes de peinture renfermant du jambon. Or, la Pologne manque de viande».

Questions précises exigeant des réponses sans détours. Pour Yvon: «La population ne passe pas son temps à viser la tête de l'Etat. Elle préfère partir de la vie quotidienne. Dans Solidarité, il y a une sorte de bureau d'aide sociale, qui se charge notamment de trouver de la nourriture, du lait pour les enfants. Ce n'est pas pour autant une volonté du syndicat de se substituer au pouvoir. Cependant, là-bas, le boulot syndical passe aussi par la résolution de problèmes concrets».

Renouveau du socialisme

Autre dimension sociale en Pologne: paysans, intellectuels, ouvriers travaillent ensemble. «On a rencontré le rédacteur en chef de *Solidarité rurale*», dit Jean-Paul. «C'est un ancien ouvrier des chantiers navals de Gdansk. C'est un peu comme si chez nous, un ex-délégué syndical d'arsenal s'occupait de la FDSEA. Plus généralement, on peut dire qu'il ne viendra jamais à l'idée d'un ouvrier d'accuser les paysans du fait qu'il y a pénurie de beurre ou d'autre chose. Il dira plutôt: c'est la faute de l'organisation du marché, donc de l'Etat puisqu'il est censé diriger la société; et tant que le pouvoir n'aura pas compris que la seule solution, c'est l'autogestion...».

Nous y voilà. Cette revendication majeure, les Clajistes ont la nette impression qu'elle est la clef permettant une juste compréhension du «problème» polonais. «Là-bas, l'autogestion n'est pas une idée en l'air, ce n'est pas du baratin. Solidarité demande qu'elle soit vécue non seulement au niveau économique et social, mais sur un autre plan très précis, celui de l'information. Et à ce sujet, la sensibilité est assez importante. Le 18 août, il y a eu durant un jour une «grève de la presse»: imprimeurs, transporteurs, dépositaires, etc... le boycott a été total sauf pour deux journaux. Seul le journal de l'Armée et celui du parti ont paru».

Bref, on ne plaisante pas plus avec les média qu'avec la religion. Celle-ci d'ailleurs continue à bien se porter et, selon nos interlocuteurs, à servir de tampon entre gouvernement et syndicat. Parmi ses autres attributions du moment, l'Eglise a reçu du pouvoir la possibilité de se charger de distribuer dans les pays les vivres «internationales».

De leur voyage en Pologne, les jeunes du CLAJ reviennent avec une certitude. Celle d'un renouveau du socialisme. «Non seulement, le sang n'est plus versé», disent-ils, «mais il y a une avancée des revendications autogestionnaires de Solidarité: le compromis signé fin septembre avec l'Etat prouve bien qu'un début d'autogestion s'embraye, que la brèche est positive».

P.G.

(1) «Solidarité Pologne» — CS Pen ar Creac'h, à Brest — Tél. 98/02.18.56.

DOSSIER IRLANDE

3 octobre: les grévistes de la faim de la prison nord-irlandaise de Long Kesh renoncent à poursuivre leur mouvement. Dans les jours qui suivent, trois de leurs cinq revendications sont accordées: port de leurs propres vêtements, droit de réunion, remises de peine — mesures s'appliquant, selon le secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, James Prior, à tout prisonnier, quelle que soit son appartenance politique.

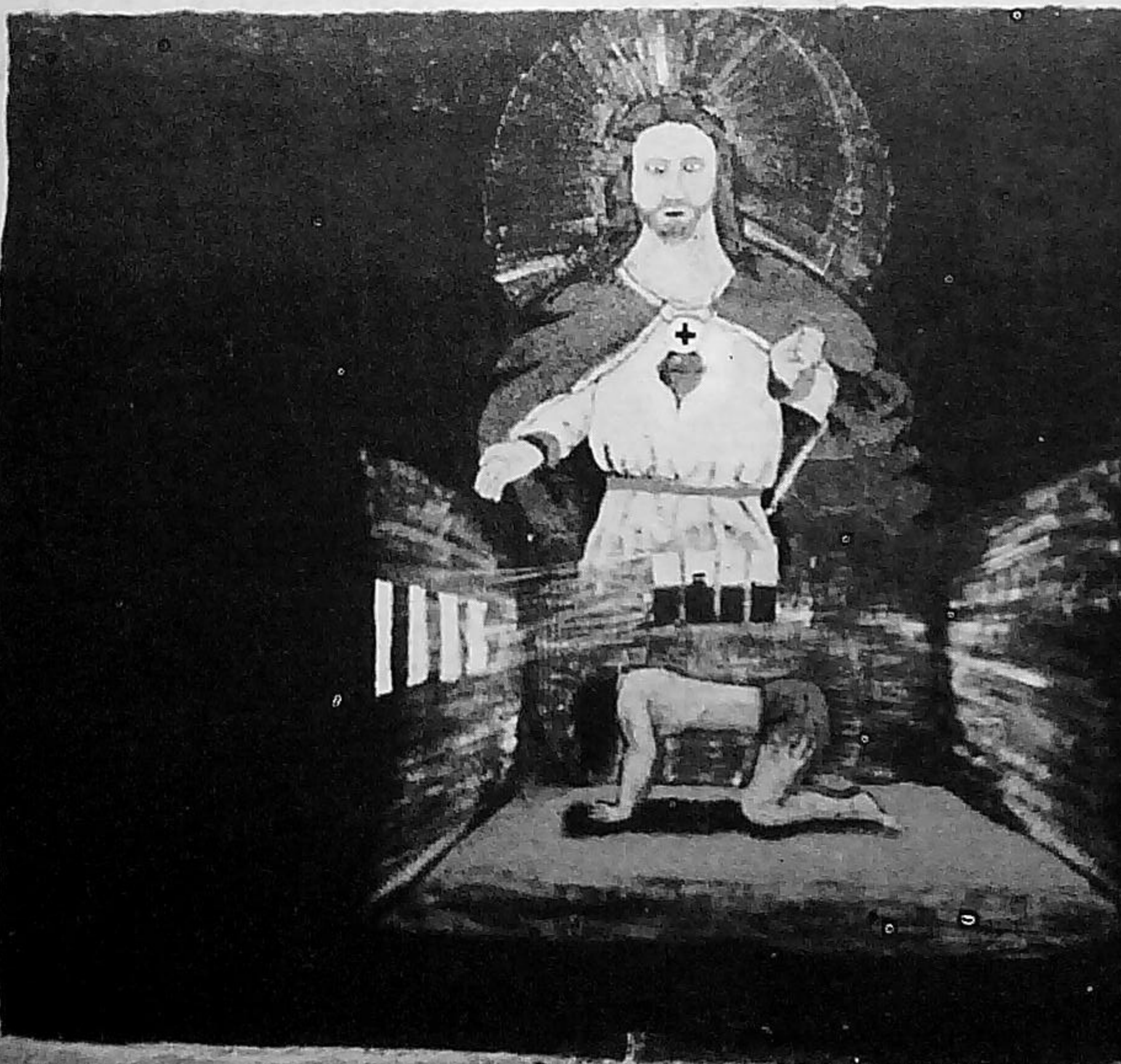
10 octobre: une bombe à clous explose à Chelsea, quartier résidentiel londonien. Une personne en meurt, une quarantaine d'autres sont blessées, toutes n'appartenant pas au bataillon des Irish Guards visé. Raison invoquée par l'IRA qui revendique l'attentat: l'état de guerre existant entre le gouvernement britannique et le peuple irlandais.

La contradiction entre ces deux événements n'est qu'apparente. Ils

sont les deux faces d'une seule exigence: Le retrait inconditionnel des britanniques de l'Irlande du Nord. Ils sont aussi l'un des nombreux éléments du problème irlandais, de Belfast à Cork, de Galway à Dublin. Un problème dont nous poursuivons l'explication dans ce second volet — puis dans un troisième le mois prochain — de ce dossier consacré à l'Irlande.

Belfast, fresque murale

Le Peuple Breton



Retro-colonie anglaise ou néo-colonie U.S. ?

Dubin, Pâques 1916: quelques dizaines d'insurgés occupent par surprise la Poste centrale et lisent la Déclaration d'Indépendance de la République d'Irlande. En pleine guerre mondiale, ils osent crier qu'ils ne servent ni le roi (d'Angleterre) ni le kaiser (d'Allemagne) mais l'Irlande.

Les femmes de Dublin qui attendent pour vivre la solde de leurs époux chômeurs, et donc engagés «volontaires» dans l'armée britannique, n'y comprennent rien et le font savoir. Les Anglais du Château (leur QG et leur principale caserne) réagissent vite et fort: une canonnière remonte la Linsey, quelques combats et c'en est fini des défenseurs de la grande Poste. Leurs chefs sont fusillés: parmi eux, un leader ouvrier et un socialiste ardent, organisateur de grèves et introducteur du marxisme dans l'île, **James Connolly**. Fusillé attaché à un fauteuil parce que blessé grièvement et incapable de se tenir debout.

65 ans ont passé; les révoltés incompris sont devenus des héros nationaux. Tous les partis politiques s'en réclament et se les disputent. Le mythe efface l'histoire réelle: Dublin insurgée, cette avant-garde nationaliste isolée, massacrée font l'objet d'innombrables livres et chansons reprises en chœur dans les pubs «nationalistes». Comme leurs camarades de l'IRA qui ont repris le flambeau en 1919 pour chasser définitivement les Anglais du sud. Les racines de la République sont là, dans cette insurrection un peu folle et dans une guerre atroce de 1919 à 1921 contre l'occupant.

Mais les petits-enfants des insurgés se sont enroulés. **La violence n'a accouché d'aucune révolution.** Bien au contraire. Les socialistes ont perdu la partie presque dès la mort de Connolly; les nationalistes se sont divisés en 21 sur la question du traité de partition de l'île imposé par Londres. «Fils du destin» et «Chevaliers de l'Irlande» s'affrontent les armes à la main jusqu'en 1921. C'est la guerre civile. Les paysans ont fait la guerre de libération et dans une Irlande toujours pauvre, exsangue, ruinée, ils installent leurs représentants au pouvoir. L'Eglise catholique bénit le retour à la loi et l'ordre. Après 1932, le Président de Valera (un rescapé de 1916 parce qu'il était alors citoyen américain et qui a refusé le traité de 1921), ferme les frontières pour aider au développement d'une industrie nationale et tient son pays à l'écart de la seconde guerre mondiale.

L'Irlande s'engourdit, entre la messe et la guinness.

Ses enfants s'expatrient. Ses meilleurs écrivains vivent à l'étranger, las du moralisme ambiant. Les paysans survivent de façon souvent misérable. Les bourgeois désinvestissent et se lancent dans des spéculations financières juteuses plutôt que d'industrialiser. Le XX^e siècle passe au large de l'Irlande. Les quelques activités qui fonctionnent bien sont sous contrôle anglais (même la guinness!); seules échappent au marasme des compagnies d'état remarquablement gérées. L'Etat libre est, économiquement et culturellement, une colonie britannique: l'échec de la bourgeoisie nationale est patent. Elle se cantonne dans les seconds rôles et les petits profits aléatoires du commerce. **Bourgeoisie compradore;** hommes politiques élus par une paysannerie conservatrice et obtuse; impérialisme britannique.

Le salut viendra de l'Ouest

Constat d'échec absolu. «Après 35 ans d'indépendance, les gens se demandent si nous pourrions jamais atteindre un niveau de développement économique décent. En ville comme à la campagne, les parents ne pensent qu'à faire émigrer leurs enfants, une fois leurs études terminées, pour leur assurer un bon niveau de vie» écrivait en 1958 le Dr Whitaker, économiste distingué et officiel. Toute sa démonstration est un acte d'accusation contre la bourgeoisie irlandaise, la plus incapable au monde dans le domaine industriel: 154.000 emplois dans ce secteur en 1936 et seulement 168.000 en 1958 (malgré les barrières douanières protectrices), à une époque de forte croissance mondiale!

Les remèdes proposés par le Dr Whitaker? Plutôt que d'imposer un régime de cheval pour créer un marché national à partir des ressources insulaires et des capitaux locaux (en 1949, 72% des fonds bancaires drainés en Irlande sont placés à l'étranger), **il propose de vendre le pays, sa main-d'œuvre, son excellente situation géographique aux USA.** Son rêve, et celui de ses pairs: faire de l'Irlande la tête de pont du capitalisme américain en Europe. Ses arguments: salaires faibles, personnel formé gratuitement par l'Etat, ouvriers garantis par l'Eglise obéissants et respectueux des hiérarchies, terrains et équipements donnés par l'Etat, pas d'impôts pendant cinq ans et ensuite un régime privilégié plafonné à 10% des bénéfices jusqu'à la fin du siècle, liberté d'exportation des profits.

Il existait déjà des ports-francs; l'idée est reprise en grand. Cette fois, c'est toute la République qui sera un pays-franc.

Et les Américains ont débarqué! Le dollar fait prime sur la livre sterling, et de loin: de 1958 à 1972, les Américains ont investi plus du double que les Anglais

(83,6 millions de livres contre 43,1). Un emploi industriel sur dix est américain; et le quart des exportations industrielles; et le tiers des créations d'emplois directs en 74. En 1979, sur un total de 95 millions de livres avancées à faible taux d'intérêt à des entreprises étrangères nouvellement installées en Irlande, 79 sont allées à des entreprises américaines; leur liste évoque tous les noms favoris de Wall Street dans les technologies de pointe.

Pour ne pas être en reste, les capitalistes européens se lancent eux aussi à l'assaut du pays dès que la CEE l'accueille: en 1974, la Grande Bretagne recevait encore 55,9% des exportations, de l'île voisine (74% en 1959) et les pays du Marché Commun 18,2%; en 1979, ce sont respectivement 46,4 et 31,1%. Le gouvernement de Dublin a d'ailleurs clairement fait savoir qu'en tout état de cause, il entendait bien demeurer dans le Marché Commun.

Transformée en porte-avions du capitalisme multinational et plus spécialement US, l'Irlande ne peut plus aujourd'hui être considérée comme une simple succursale anglaise. Ceci a des implications fondamentales et d'abord au Nord: en luttant contre «l'impérialisme britannique» (certes bien visible sous son faciès militaire), les Provos risquent de se tromper d'ennemi. Les exploiters réels demeurent plus à New York, ou même à Bruxelles, qu'à Londres. Un combat de libération nationale doit forcément tenir compte de l'ennemi réel, le capital monopoliste. Même quand on a pris l'habitude de se battre chaque jour contre l'ennemi physique héréditaire il faut savoir changer ses habitudes si on veut espérer pouvoir triompher un jour et changer les choses en profondeur.

Il faut aider les riches

L'action de l'IDA (Irish Development Authority, agence gouvernementale chargée de démarcher les industriels étrangers) a été largement positive d'un point de vue technique: à peine plus de 6% des entreprises qu'elle avait su attirer ont fait faillite. Pour le moment, les usines pirates dénoncées en Bretagne par l'UDB n'existent pas, ou pas encore. Les bas salaires permettent trop de profits confortables pour des investissements sociaux faibles (il faut voir l'état de dégradation accélérée de l'équivalent irlandais des HLM!).

En industrialisant le gouvernement de Dublin a pris le risque d'une mutation sociologique en profondeur de la population active: la classe ouvrière se développe rapidement. De 168.000 ouvriers en 1958, on passe à 320.000 en 1973. Les secteurs les plus modernes grandissent vite: depuis 75, près de 70 usines d'électronique et 14.000 emplois sont apparus. **L'Irlandais d'aujourd'hui vit en ville d'un salaire.** Les effectifs de la

paysannerie ont fondu, les salariés l'emportent en nombre et parmi eux ceux du secteur public ou para-public représentent environ un tiers de groupe.

La société irlandaise tend à devenir une société moderne grâce à un développement artificiel du capitalisme.

Cela donne au mouvement ouvrier une importance qu'il n'avait jamais eue dans toute l'histoire de l'Irlande. Avec plus de 400.000 cotisants pour 3,4 millions d'habitants, les syndicats sont une puissance. Un large mouvement socialiste doit logiquement émerger d'autant que le niveau de vie est faible, le dernier en Europe avec la Grèce. D'autant que les inégalités sociales sont plus flagrantes en Irlande qu'ailleurs.

Les 700.000 salariés payent en effet 87,5% du total des impôts directs: tous leurs revenus sont déclarés et contrôlés précisément par l'administration fiscale. Par contre sur les 160.000 paysans, seuls 22.000 payent quelque chose (2,80%): comme la majorité des députés vient de la paysannerie, on comprend mieux pourquoi! Quant aux professions libérales, elles acquittent le restant des impôts directs (9,70%). Est-ce à dire que médecins et juristes sont réduits à la mendicité? Non bien sûr. Le mécanisme est simple: ils déclarent comme revenus ce qu'ils veulent et ne sont pratiquement jamais contrôlés. Ainsi un avocat en renom peut payer moins d'impôts que sa secrétaire, simple salariée!

L'Etat prend de l'argent aux salariés pour le redistribuer aux multinationales et aux paysans: c'est le premier scandale de l'Irlande indépendante! L'année dernière plus d'un demi-million de salariés ont manifesté à Dublin pour exiger la justice fiscale, la plus grosse démonstration jamais vue dans la République. Sans succès bien sûr...

A qui la faute? Certainement pas à l'impérialisme britannique!

Aux dernières nouvelles, le «barisme» est en train de faire des ravages en Eire: pour lutter contre l'inflation (18% en 1980), et augmenter le budget militaire sans toucher au système fiscal, sans faire payer ceux qui pourraient le faire, le gouvernement conservateur pratique des coupes sombres dans tous les budgets sociaux, bloquant les programmes d'aide au logement, réduisant cette année des deux tiers le nombre des nouveaux enseignants, etc.

Les gens de la République ont beaucoup à balayer devant leur porte avant de s'occuper de la réunification de l'île: c'est sans doute triste, mais c'est ainsi, et les faits sont têtus, surtout lorsqu'on vit dans une HLM croulante de Dublin ou de Waterford. Belfast c'est loin, même si on garde ouverte au cœur la blessure.

Verte Irlande ou Irlande rouge?

Les élections dans la République sont devenues comme ailleurs une vaste mascarade: le marketing tient lieu de programme politique et le sourire affiché des candidats est censé faire oublier leurs erreurs passées. On prend les mêmes et on recommence: Fianna Fail ou Fine Gael. L'un est un peu plus «nationaliste» que l'autre: à Strasbourg leurs députés siègent soit avec l'UDF soit avec le RPR. Nuances, nuances, nuances...

La gauche irlandaise c'est d'abord le Labour avec 15 députés au Dail (parlement). Le parti travailliste anglais semble presque gauchiste à côté de son homologue dublinois qui gouverne avec la droite (Fine Gael) depuis les dernières

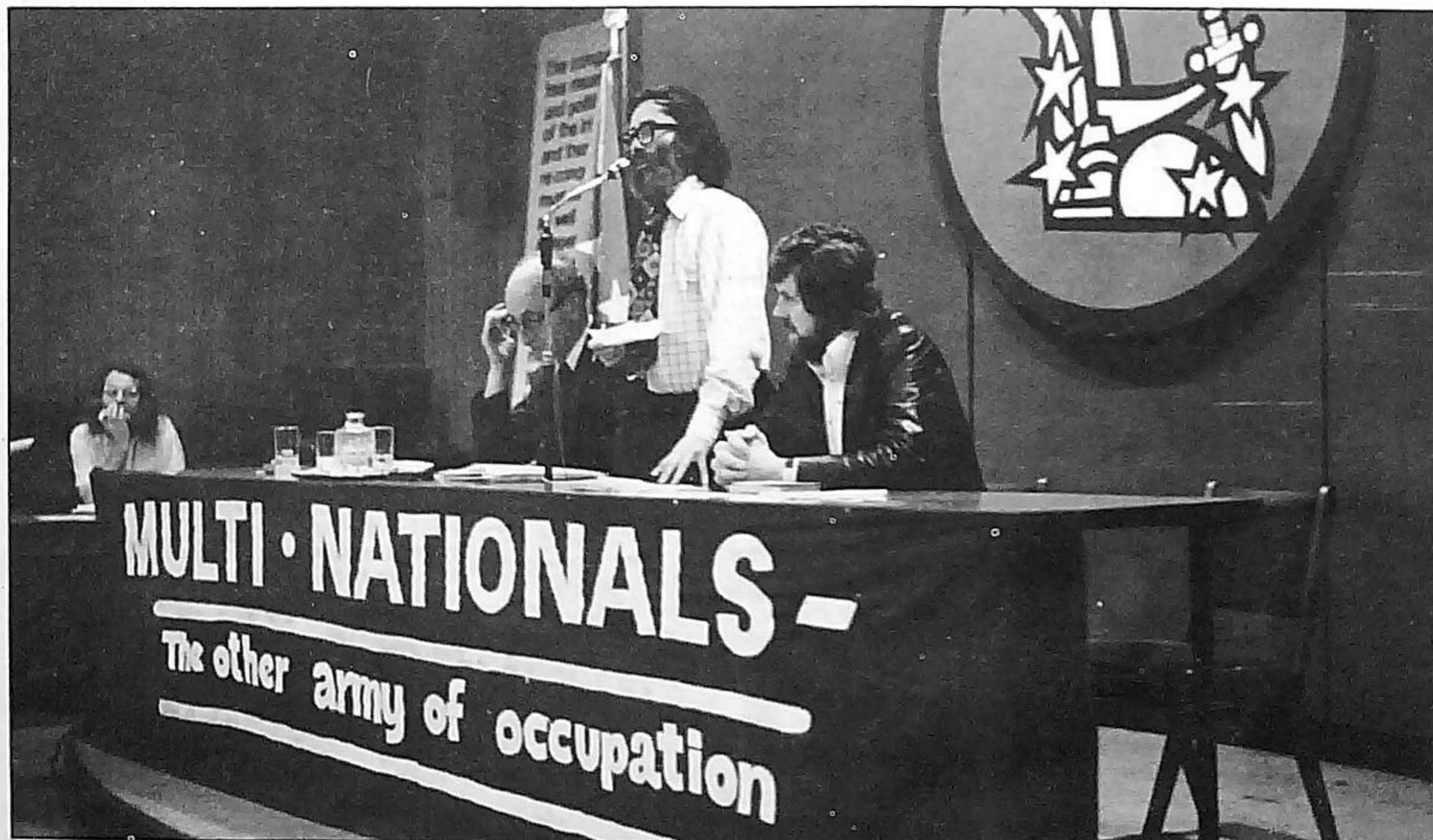
élections, comme il l'avait fait déjà en 1973. A quelques honorables exceptions près, le travaillisme a laissé tomber toute référence concrète au socialisme et ce parti est sur le déclin, s'appuyant sur les appareils des syndicats les moins combattifs et sur l'implantation locale de ses notables.

A l'autre extrémité de l'échiquier de gauche, le parti Communiste reste groupusculaire: l'ouverture récente d'une ambassade soviétique à Dublin a même été pour lui une mauvaise affaire car les diplomates moscovites ont pu ainsi découvrir sur place son extrême faiblesse.

Le seul parti de gauche dans la République, est le **Sinn Fein-the Worker's Party (SFWP)**, ex Sinn Fein officiel, solidement implanté dans les quartiers populaires des grandes villes et héritier de la tradition républicaine de James Connolly. Le vice-président du parti, Joe Sherlock, a été élu en juin dernier député au Dail et un autre socialiste l'aurait été à Waterford sans la candidature de division de dernière heure des blocs H. Une centaine d'élus locaux, élus à la proportionnelle, font par ailleurs entendre la voix des travailleurs. Le SFWP, avec lequel l'UDB entretient depuis plus de 10 ans des relations suivies, est incontestablement la seule organisation socialiste militante, et le seul parti irlandais à proposer des analyses approfondies de l'impérialisme moderne et à offrir des solutions pour une Irlande indépendante, démocratique et maîtresse enfin de son destin.

Mais le combat sera long et difficile, tant les mentalités restent conditionnées par l'Eglise catholique et les mythes surgis d'un passé «révolutionnaire» qui le fut si peu...

Jean-Christophe Cassard.



Un congrès du S.F.W.P. à Dublin: «Multinationales, l'autre armée d'occupation».

Belfast, une ville dans une drôle de guerre

Le terminus des taxis d'ouest Belfast : la rue est barrée d'un mur de parpaings. De l'autre côté, le secteur protestant. Les lourdes berlines noires font maladroitement demi-tour et viennent s'aligner devant les files d'attente, chacune d'elles pour un quartier précis : les lycéens en uniforme, les petites vieilles revenant de faire leurs courses en ville, les hommes qui rentrent du travail s'engouffrent à huit ou neuf dans les taxis collectifs. Car à Belfast il n'y a presque plus de transports en commun : les bus municipaux ont brûlé. L'IRA exige dix livres par semaine des chauffeurs de taxis. L'UDA aussi, par-delà la frontière.

Le centre des affaires est paisible : désert la nuit comme la City de Londres, on y vient le jour. Les banques et les grands magasins bruissent d'activité ; les rues piétonnes sont agréables au soleil de septembre et la foule lèche les vitrines comme à Nantes. Des gentlemen en chapeau melon et parapluie noir croisent des punks sans même sourcilier. Les affaires et le business marchent bien. Et pour cause : à l'entrée on vérifie que vous n'avez pas d'armes sur vous.

Le City Hall, la mairie : pas question de s'arrêter sans laisser quelqu'un au volant de la voiture. Sinon l'armée rapplique dans la minute : voiture abandonnée, voiture piégée. Heureusement, les « car-parks » sont couverts (et payants) : de placides gardiens rassurent les conducteurs. Non là aucun risque de voir sa voiture piquée par des jeunes chômeurs qui s'amuseraient à la lancer, accélérateur bloqué, sur les landrovers de l'armée ou de la police : les autorités ont d'ailleurs averti que les soldats tiraient à vue sur les voleurs. Ils en ont déjà descendu plusieurs.

Falls Road. Les immenses panneaux muraux rappellent qu'on est bien en quartier catholique. Ils sont beaux. Les volontaires de l'IRA rendent le dernier salut à leurs camarades morts dans les blocs H. Le Christ lui-même offre l'exemple de son martyre. Les silhouettes de FM peintes en blanc sur fond noir succèdent aux portraits de volontaires de l'IRA en bérets, sortes de Che Guevara à l'irlandaise. Sur les trottoirs, de ce qui fut jadis une rue bien goudronnée, des employés en casquette, vêtus d'une blouse blanche, attendent leur heure : celle de la fin de l'école, quand il faudra faire traverser les gosses. Alors, même les automitrailleuses devront céder le passage : les gosses, c'est sacré en Irlande.

Andersonstown. Une maison sur trois peut-être, arbore à ses fenêtres des affiches blanches et noires : « nous soutenons les grévistes de la faim. Soutenez les cinq demandes ». A travers les vitres, posée sur le rebord de la fenêtre, on distingue souvent une statue de la Vierge, peinturlurée en bleu et blanc, façon Saint Sulpice. Irlande prolo,



Manifestation de Blanket-men (hommes à la couverture)

provo et bigote à la fois.

Mercredi soir, 21 heures. Des landrovers en travers de la route surgies de nulle part, des soldats écossais le FM à la main, prêts à tirer : la route d'accès à l'autoroute sud vient d'être fermée « pour des raisons de sécurité ». En fait sans raison sauf une : la guerre des nerfs. Il suffit de prendre une autre bretelle d'accès. Une demi-heure de perdue. Trois heures plus tard, la route est libre à nouveau et le restera jusqu'à la prochaine fois.

Des soldats à pied ou debout sur leurs jeeps le fusil pointé l'un vers l'avant du véhicule, l'autre vers l'arrière ; des flics de la RUC facilement reconnaissables à leurs gilets pare-balles et à leurs casquettes vert sombre : les patrouilles se succèdent toutes les dix minutes environ, changeant chaque jour d'horaires et d'itinéraires. La foule ne fait même plus attention. Les Brits eux n'ont pas l'air très rassuré, le doigt sur la gachette. On en a pris un dans le faisceau des phares de la voiture un soir : le visage passé au noir de bouchon, isolé, il a détalé comme un lapin. Beyrouth semble, paraît-il, militairement somnolente à côté de Belfast. Mais la vie des gens continue, presque normale.

Si vous cherchez qui fait si peur aux hommes de sa gracieuse majesté, allez au 51-53 Falls Road : Republican Information Center. Siège du Sinn Féin et donc de l'IRA. Un bâtiment vétuste construit en briques, recouvert d'un filet anti-grenades en acier, la porte d'accès surveillée par la caméra d'un circuit intérieur de TV, d'immenses cailloux

disposés le long des trottoirs pour empêcher le largage d'une voiture blindée. Les soldats y descendent quelquefois et cassent tout. Mais essayez donc d'imaginer le siège du FLN dans la Casbah d'Alger en 1960 ou celui du Fath à Jerusalem aujourd'hui...

Pour se distraire le soir, les gosses balancent des cailloux sur les landrovers blindées ; et aussi des pots de peinture. L'art non figuratif demeure pourtant peu apprécié dans les casernes. Et si les gosses apprennent à se battre dès cinq ans contre l'armée, dans le même temps, les chefs des organisations paramilitaires peuvent toujours utiliser le téléphone pour régler entre eux, leurs petits problèmes : ainsi va la police des attentats « sectaires » (genre : une grenade balancée dans un pub catholique par une main protestante vaudra à son auteur de se faire refroidir par ses coreligionnaires). On se tue dans des limites raisonnables, et de préférence des étrangers sont choisis comme cibles vivantes, flics ou soldats. Autrement, les chefs pourraient avoir des ennuis avec leurs populations civiles réciproques.

A part tout ça, la vie continue à Belfast. Les images de la guerre sont partout, et aussi celles de la misère. Les pubs s'emplissent et se désemplissent à heures fixes, les jardins sont bien entretenus, les appartements ravagés sont murés, les flics meurent ou cognent. La routine depuis dix ans.

Rien n'est simple dans une ville irréaliste.

J.-C.C.

BALLES EN PLASTIQUE

Julie, Carol et les autres

Le 12 mai 1981 à 19 h, à l'intersection de Stewartson Road et Lenadoon Avenue à Belfast, se déroulait une manifestation comprenant surtout des femmes, en protestation de la mort de Francis Hughes, gréviste de la faim. Julie marchait le long de la route quand deux véhicules blindés de l'armée britannique approchèrent à vitesse réduite. La manifestation se dispersait. Des coups de fusil furent tirés des voitures militaires. Julie fut trouvée plus tard par les habitants du quartier, étendue sur l'herbe, blessée par une balle en plastique. Le lendemain, elle décédait au Royal Victoria Hospital. Julie Livingstone avait 14 ans.

Le 19 mai, Carol Anne était blessée à la tête par une balle en plastique tirée par une patrouille de l'armée britannique, près de son domicile à Cherry Park, Twinbrook, Belfast. Il était environ 21 h 30. Elle retournait chez elle et avait à la main un carton de lait. Témoins et habitants du quartier ont affirmé qu'il n'y avait aucune manifestation à ce moment-là. Carol Anne Kelly n'a pas survécu à sa blessure: elle est morte le 22 mai. Elle avait 12 ans (1).

Ces deux gosses font partie d'une liste de victimes qui s'allonge depuis dix ans, et singulièrement d'avril à juillet dernier où cinq personnes ont été tuées par ces balles dont l'effet n'est soi-disant que de faire mal. De 72 à 73, trois tués, dont un gosse, par des balles en caoutchouc; de 75 à 81, huit descendus, dont la moitié n'a pas seize ans, par des balles en plastique. Lequel matériau étant donc celui actuellement en usage dans l'armée et la police de Thatcher. Une « Plastic Bullet » c'est un bâton rond, dépassant les 10 cm, de 4 cm de diamètre environ, et qui pèse 135 g. au bas mot. En portée de 5 mètres, elle atteint la vitesse de 65 m/seconde, et de 50 mètres, 47 m/seconde.

L'armée et la police britanniques sont supposées utiliser les

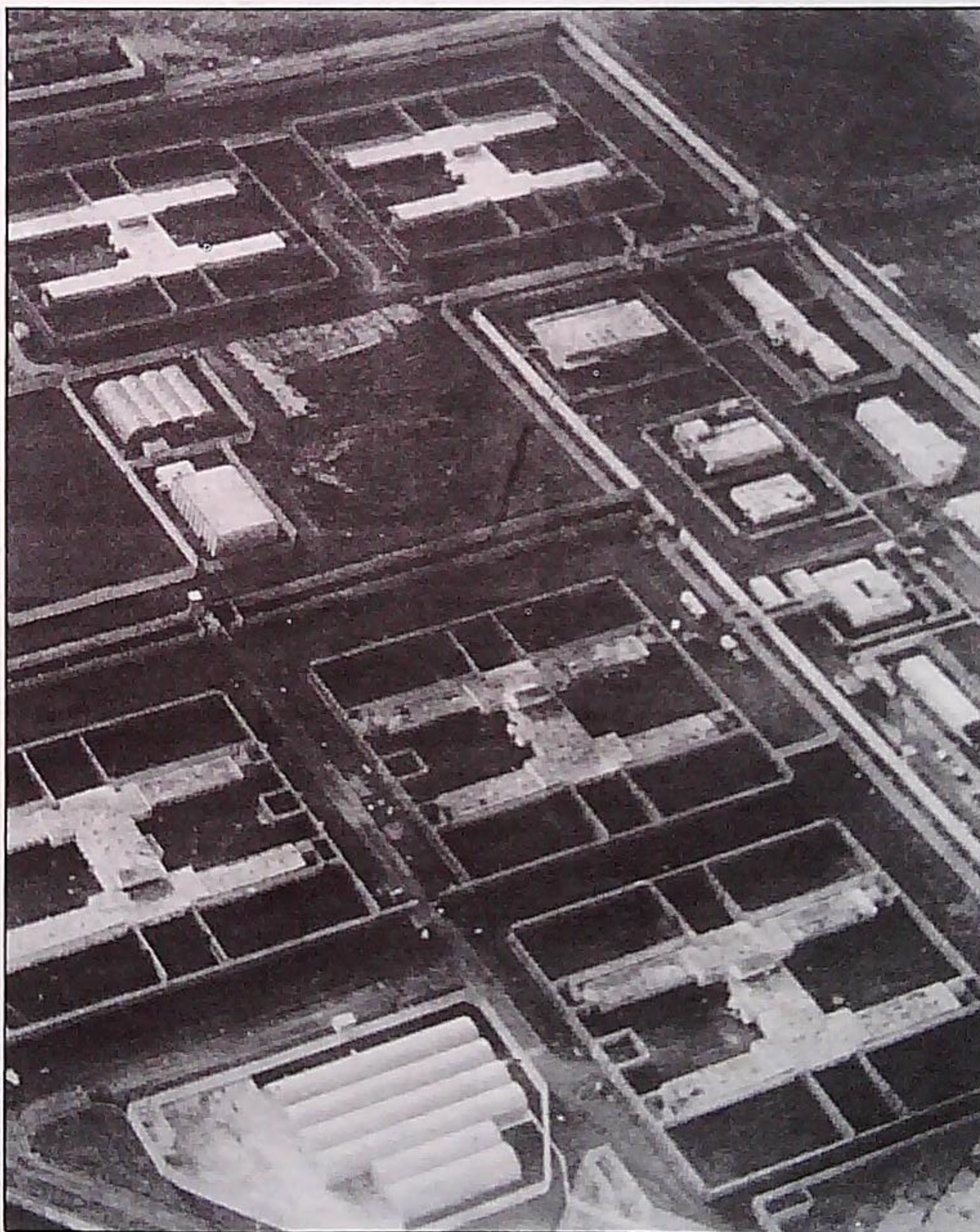
balles en plastique uniquement pour disperser une foule, en tirant sur des personnes bien déterminées et non indistinctement, en visant les parties inférieures du corps. Le problème est que flics et soldats tirent plus volontiers dans le tas, privilégiant plutôt la tête des gens et balancent leurs bâtonnets où et quand ça leur chante — que leur cible tienne en main un carton de lait ou

une arme à feu, ne fait aucune différence. Quant à demander à ces professionnels de la gâchette de respecter une distance de tir minimum en deçà de laquelle toute balle en plastique peut devenir mortelle, il n'y faut pas songer.

(1) Extrait d'une brochure intitulée « Les balles en caoutchouc et en plastique tuent et mutilent » sous-titrée « Violations des droits de l'homme par la RUC (police britannique) et l'armée britannique en Irlande du Nord ».



D.R.



Long-Kesh, la prison de Maze au sud de Belfast. Une vue aérienne qui illustre bien pourquoi les pâtés de cellules des prisonniers ont été baptisés « H-Blocks ».



UN JOUR
AVEC...

ALBERT POULAIN

**«Vivre sa tradition,
pas la pirater... »**

«Tu me croiras si tu voudras, mais on n'avait jamais vu ça dans le pays. Ça se passait à Bruc sur Aff. Il y avait une grande fête ce jour-là. Le soir, les musiciens s'y sont mis. Au bout de quelques heures, on ne reconnaissait plus ce qu'ils jouaient. Ils étaient complètement crevés après leur journée, autant que les noirs pouvaient l'être après avoir fait leur temps dans les champs de coton, et ils devaient être aussi pleins qu'eux. On peut pas expliquer autrement qu'ils se sont mis à faire du blues style Nouvelle-Orléans. Ça a surpris au début, mais on en a redemandé, tu peux me croire.

Voilà des jeunes qui n'avaient pas eu trop de mal à créer une ambiance qui n'avait rien d'artificiel, puisqu'elle était liée à un moment bien défini». Et sans transition, Albert Poulain commente à sa manière la topographie immédiate de cette route de Redon sur laquelle on file depuis un quart d'heure: «Ah, les fumiers! Décidément, du côté remembrement, ça a pas l'air de s'arranger. Non, mais t'as vu dans quel état ils mettent les talus?

Et allez donc, trois chênes par terre! les salopards... Si encore on savait ce qu'ils vont en faire».

A hauteur de Lohéac, on oblique à droite direction Lieuron. Arrêts fréquents pour deux raisons. D'abord, parce que le maître d'œuvre agréé (c'est-à-dire dessinateur en bâtiment et quand tu ajoutes agréé, ça veut dire architecte non diplômé), explique-t-il) n'a pas oublié un de ses instruments de travail, à savoir son appareil photo. A Lieuron, un cadran solaire fiché dans le mur retient toute son attention. «Tiens, celui-là, je l'avais pas encore vu, ça m'étonne». Clic-clac, le temps d'un rayon de soleil. Dans son bureau rennais, il a une impressionnante collection

de clichés. «Le peu d'études que j'ai fait ne m'aurait pas suffi pour comprendre l'architecture du coin», dit-il. «Mes vitamines, je les ai prises après coup, et ces vitamines, ce sont les images. Se balader, regarder les maisons, les prendre en photo, puis les étudier tranquillement. Et là, tu tardes pas à faire une constatation toute simple: au cours des siècles, la francisation de la Bretagne dans le bâtiment s'est marquée par une dégradation de l'habitat et de son confort. Comme les conditions faites pour construire devenaient de moins en moins abordables, les gens cherchaient

à faire des économies. Prends les maisons bâties début XIX^e, tu verras une hauteur des murs diminuée et une forte baisse de la pente de la toiture. Résultat: comme on pouvait plus rentrer dans le grenier on relevait le toit pour placer les ouvertures».

Les gens, je les mouille pas mal

Autre raison de nos haltes: «Comme t'es sûrement pas près de revenir dans le coin, on va t'en mettre plein la vue». De ce côté-là, aucun problème. Mais une jeep aurait mieux convenu pour l'itinéraire arachnéen emprunté cet après-midi d'octobre dans le pays de Pipéria —autrement dit de Pipriac, le gallo faisant montre d'une réticence bien affirmée à coupler deux consonnes. De chemins pierreux et terreux, en routes sous-vicinales, on passe sans apparente transition de la plaine à la colline, de ces grandes étendues si propices aux batailles de tout poil, à la vallée luxuriante de Canut, dominée par la butte des Cojoux truffée de menhirs et d'alignements. A cette butte, d'autant plus source de légendes que celles-ci prenaient racine dans la réalité.

Là-dessus, Albert Poulain a son mot à dire. Et pas qu'un d'ailleurs, puisqu'il consacre une bonne partie de ses soirées à conter et à chanter. «Actuellement, la légende passe bien à trois niveaux. Le côté ésotérique, le côté lié à la profession, au métier et le côté merveilleux pour les gamins. Mais il n'y a



Evolution de la construction au fil des siècles, qui fait que pour les maisons datant de la fin du XVI^e, on trouve couramment des murs d'une épaisseur allant de 1 m à 1,50 m, des hauteurs de plafond de 3 à 4 m, des pentes de toiture de 60 degrés. Début XIX^e, ces dimensions se trouveront respectivement réduites à 0,50 m, 2,20 m et 80 degrés, comme pour cette maison bâtie à cette époque au Breil, environs de Pipriac.

pas que cette légende-là. Tu as aussi le conte qui est assaisonnement de merveilleux et d'irréel, un abâtardissement de certaines légendes avec collage d'histoires plus ou moins vraies. Les histoires de fantastique, elles, sont basées sur des faits plus ou moins réels, mais surtout sur une utilisation de bêtes telles que le mouton noir, le taureau, le cheval noir, le cheval blanc. Il y a bien sûr nos histoires mythologiques qui tournent autour du culte de Gargan. Autre chose encore, celles sur les prémonitions, sur les revenants. Et puis enfin, il y a toutes les histoires de moqueries qui ne sont pas autre chose qu'une auto-destruction: on se fout de sa propre gueule. C'est donc tout un cheminement qui part de la légende pour arriver à la moquerie, du sérieux pour arriver au grivois».

A cette dégradation, le conte résiste bien, puisqu'il est, selon Albert Poulain, «l'expression d'une conception de la vie». Le conte c'est un peu une manière de faire prendre conscience aux gens de leur pays, de leur environnement. Et puis dans ces histoires, je les mouille pas mal: il y a régulièrement un gars ou une fille du coin qui se pointe à un moment d'une histoire. Ce qui fait que, déjà, ça leur appartient. Le problème est quand même de savoir si dans l'avenir on sera capable d'inventer des contes. J'en ai fait un moderne où les caractères de trois paysans correspondent chacun avec des symboles. Et bien que ce soit lié avec l'histoire actuelle du pays de Redon (l'usine Garnier, le chômage), personne n'a rien compris quand je l'ai racontée! Le genre est vraiment pas facile à manier... Un des moyens, c'est de prendre un petit événement touchant à la vie journalière, de faire intervenir un symbole, un mythe, un fait historique local, et surtout d'arriver à une conclusion qui nous rattache à l'environnement, au pays: aux auditeurs d'en tirer les enseignements».

Complexés au départ

Après Cojoux, St Just, puis direction «Piperia la galette». De loin, c'est un bourg verdoyant. «Ben tu vois, là, les lotissements ils les ont pas trop loupés. Le paysage est pas massacré comme on voit souvent». C'est vrai que les maisons de toit gris-bleu, de mur blanc, réparties aux abords ne font pas bloc séparé d'avec le village, et s'intègrent assez bien aux massifs d'arbres. Leur confrontation avec les maisons traditionnelles, si elle n'en conclut pas à l'harmonie, n'en conclut pas non plus à une trahison esthétique. «Regarder, observer l'architecture, la coucher sur pellicule, c'est une manière de trouver les traits dominants d'un pays à travers ses formes. Des formes qu'il faut amasser pour comprendre et l'économie du coin et l'esprit qui a pénétré le milieu. Là on

constate petit à petit que tout est lié. Les éléments du passé, quels qu'ils soient, doivent pouvoir donner une orientation dans ce qu'on fait. Et ça, quelle que soit l'occupation du moment: coudre un habit, piquer une carotte, construire une maison. On part d'un matériau qu'on modèle en fonction de son actualité».

Pour le conteur, il n'y a pas à biaiser: il faut passer par trois phases. Qui sont l'inventaire, l'analyse et la création. «Tu te rappelles quand Alain Barrière a fait sa chanson sur l'Amoco Cadiz? Eh bien ça a été une composition sur une actualité bretonne, mais comme Barrière n'a pas la connaissance du fonds breton, ça n'a pas été une création bretonne, mais française».

La chanson, Albert Poulain connaît. Ça fait un bout de temps qu'il galope dans la campagne magnéto en bandoulière, histoire de récolter quelques airs du pays. Et ça urge: «J'ai commencé le collectage il y a vingt ans. Maintenant, je me rends compte que les meilleurs chantous, ce sont ceux qui ont quatre-vingts ans. Il ne nous reste plus que quelques années pour enregistrer ceux qui sont les derniers détenteurs de la tradition orale».

Tout cela, c'est l'inventaire du matériel sur lequel se base l'analyse. «Fais écouter à n'importe quel chanteur des cassettes de collectage pendant trois semaines. S'il se met ensuite à la composition, c'est bien le diable s'il ne retient pas quelque chose de ce qu'il a entendu. Dans le pays, combien je connais de chantous qui étaient complexés au départ devant la musique et les chansons du coin! Ils ont fini par se découvrir eux-mêmes avec leur patrimoine. Dans le pays de Fougères, à St-Brice en Cogles, ils ont fait un boum terrible: en deux ans, ils ont ramassé soixante sonnous d'accordéon! Mais c'est loin d'être partout pareil».

MAISONS RURALES DE BRETAGNE

«Apprendre à vivre, à regarder, à comprendre l'environnement tant naturel qu'humain permettra à l'enfant d'aujourd'hui d'être demain un homme à sa place dans un espace à sa mesure». Ainsi, Patrick Hervé conclut-il l'avant-propos des «Maisons rurales de Bretagne» un ouvrage splendidement illustré qu'il vient de publier aux Editions Skol Vreizh, et sur lequel nous ne manquerons pas de revenir. (Maisons rurales de Bretagne, 80 pages format 21 x 27 —on peut se le procurer au 1, place du Marché hallac'h, 29210 Morlaix).

Labels pompeux

Troisième tableau: la création. Elle peut venir d'elle-même, mais en règle générale, elle a besoin d'être suscitée pour voir le jour. L'enfant de Piperia la galette est un de ceux qui se sont donné ce rôle. Ecoles, troquets, fêtes communales, les occasions ne sont pas rares de conter et chanter. «Il n'y a que les comices agricoles où je refuse d'aller: on bouffe, on boit, et on n'écoute pas», dit Albert Poulain. Avec Gilles Morin et les Amis du parler gallo, j'ai été à St-Brieuc raconter mes histoires à trois cents jeunes. En tout il y avait quatorze classes. Et seulement trois ou quatre par classe ont été archi-contre. C'était surtout des enfants de paysans. Pour les parents, chanter des vieilles chansons gallo c'est un retour en arrière. Ils acceptent mieux que leur gosses écoutent du rock. A eux, ce sera vraiment difficile de leur faire comprendre qu'ils se gourent de symbole. Faudrait commencer par leur mettre dans la tête que les USA tolèrent une importation de 5% de musique étrangère et que la France en accepte allègrement 75% dont la grande partie arrive en droite ligne... des USA justement, et transite par Paris... Tiens, tu prends à gauche, c'est un peu plus loin».

Sa maison il se l'est retapée. Tout comme il passe le plus clair de son temps d'activité professionnelle à faire des projets en amélioration de bâtiment. A la question de savoir si sa clientèle est plus aisée que tirant à la fin du mois: «C'est moins cher qu'on croit. La plupart du temps, la charpente, la soliverie, la maçonnerie sont bonnes: ça fait pas loin des deux tiers du boulot. Et l'occupant des lieux met souvent la main à la pâte. D'autant que ce genre de construction prend davantage de temps. Ce sont des travaux à l'opposé du travail moderne. Avec du schiste et de la pierre blanche alternés, ou du grès et du schiste rouge, tu peux rester devant ta baraque dix ans après pour l'admirer, tu te lasserai pas trop. Tandis que si c'est des parpaings...».

Accoudé à une longue table posée sur un sol de larges pierres, Albert Poulain reprend le fil. «Tu sais, si on peut parfaitement garder au pays son originalité culturelle, on peut aussi lui conserver son originalité économique. Mais ça n'a pas l'air d'en prendre le chemin. Quand tu penses que c'est en Bretagne qu'il y a le plus grand nombre de maîtres d'œuvre (13% sont agréés) et que c'est régulièrement un gars de l'extérieur qui vient donner le ton! En architecture, la carte régionale n'a pas été jouée. Et on en arrive à des absurdités comme des expositions à la Chambre des Métiers qui n'ont plus rien à voir avec le style du pays. Ils sont javellisés là-bas, c'est pas possible. Quand tu vois des annonces comme «ferronnerie d'art» mais c'est de la bécassine à tout crin! Il n'y avait que des chaudronniers, point à la ligne. Qu'on mette enfin du beau dans ce qu'on fait et on n'aura pas besoin de se gargariser avec des labels pompeux».

Dans le cocotier

Dans la foulée: «Autre chose. Tu connais l'andouille de Guéméné? Eh bien, c'est pas en trois jours qu'elle doit



Concoret, Assemblées Gallèses de juillet dernier. Albert Poulain est en action au quatrième micro.

être fumée et surtout pas sur de la sciure, mais c'est en trois mois comme ça se faisait dans le pays. Tiens, on devrait dire que cette andouille est cancérogène! La gastronomie aussi, elle fout le camp, et pourtant c'est un art, et ce qu'on appelle art, ça ne s'applique pas forcément à des marchands de peaux».

Mais quel rapport entre gastronomie, chaudronnerie, architecture, sans oublier la musique et les contes? «Je te l'ai dit: c'est un tout. On a un capital historique et culturel, au même titre qu'on dispose de ressources naturelles qui ont donné un cachet au pays et qui peuvent continuer à lui donner son style propre, qui peuvent lui conserver une personnalité bretonne à condition que leur utilisation ne soit pas dénaturée. C'est-à-dire, que quel que soit le domaine dont on parle, c'est à nous de nous débrouiller pour qu'on ne se fasse pas pirater par les binioyeurs de tout

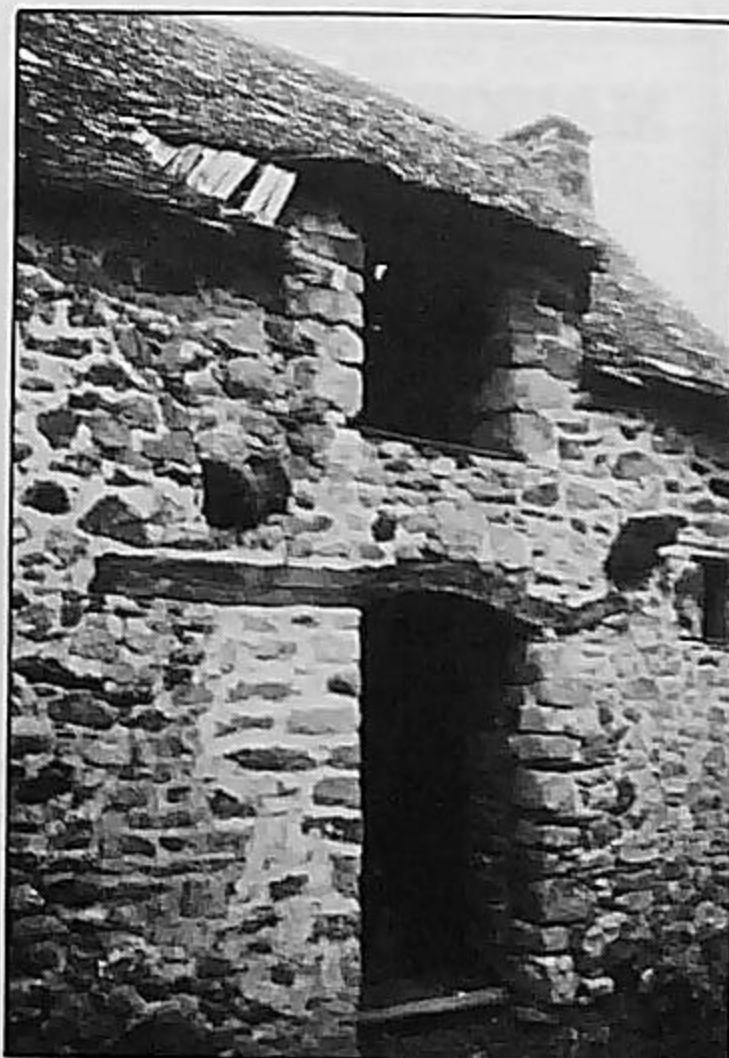
poil, qui ne sont que des copieurs de formes, qui ne font que des productions abâtardées».

Pour le conteur, le renouvellement et le rafraîchissement de ce qui était le fond d'une culture, la préservation et la mise en valeur de la tradition rurale comme de l'environnement, tout cela passe par la prise de conscience de la population: «C'est une question d'exploitation intelligente de nos richesses. Et une des manières d'y arriver c'est de conserver son style de vie. L'idéal c'est de vivre en village, en petites communautés de manière à s'obliger à être sociable. Evidemment, ce n'est pas possible pour tout le monde, pour de raisons économiques notamment, mais on revient à ce qu'on disait tout à l'heure à propos de nos richesses naturelles... Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'on est dépositaire d'une foule de choses. Un exemple. Avant, on avait les bragoubraz. Ça nous appartenait, non? Eh bien, aux bonnes gens de faire le joint... en évitant la binioiserie».

«L'avenir n'est pas aux gros bras, mais à ceux qui retroussent leurs manches». C'est un peu la morale d'un Albert Poulain qui n'a pas l'air de s'inquiéter outre mesure de la maintenance de son personnage dans le pays de Piperia et de ses larges alentours. Il tiendra la marée, le bonhomme. Surtout qu'est bien ancré dans sa tête: «Il faut prouver aux gens qu'on est dans le coup. On leur cause, on leur raconte des histoires, on leur chante des chansons. Il faut leur prouver qu'on tient le choc en haut du cocotier, qu'ils peuvent le secouer, on n'est pas près de tomber. Et quand tu es descendu, aucun problème, tu peux recommencer le même cirque de plus belle».

Du gallo, de son parler, c'est une des rares choses qu'on n'ait pas évoquées. Peut-être bien parce que ça allait de soi. Que les palmes de cet arbre — en l'occurrence symbolique puisque peu commun en sol breton — sont pour encore un bout de temps suffisamment gorgées de chlorophylle.

Pierre Gallais.



Musiques pour un combat

Une des nouveautés de l'album est sa construction: une face traditionnelle, plus particulièrement chantée en français ou en gallo, dans laquelle excelle la voix de Jean-Paul Corbinau. L'autre face, entièrement en breton, est une sorte de poème musical centré sur les événements de Plogoff et, musicalement, sur le traditionnel «gwin ar c'hallaoued» du Barzaz Breiz, transformé en «kan ar kann», le chant du combat des Bretons contre la centrale nucléaire de Plogoff, qui devient à la fin «chant de victoire», avant une danse nouvelle, endiablée, qui conclut joyeusement à la fois le combat et le poème musical. Tout au long du récit, on apprécie la synthèse, parfaitement équilibrée, entre musique traditionnelle et musique moderne, entre instruments anciens et contemporains, et le jeu des solistes et choristes. Personnellement, j'ai été peu sensible à la «celtitude» quelque peu brumeuse et grandiloquente de Lug (un poème de J.-P. Hélias), seul moment d'indifférence dans ce concert de 42 minutes. Par contre, quelle poésie et

TRI
YANN

quelle vérité dans «Si mort à mors» et dans «Le grand bal de Kermania an-Isquit» où les Tri Yann ont pris, fort à propos, leur propre plume et retrouvé leur style. Impossible de rester impassible ou indifférent à l'écoute des morceaux instrumentaux, dont une formidable «Suite écossaise» de 6 minutes. Une dernière remarque: **c'est encore beaucoup mieux en concert.** Alors, si les Tri Yann se produisent près de chez vous, il faut ranger le disque et aller les voir. La bande à Jossic renforcée par l'excellent Christian Vignoles à la guitare électrique, est maintenant capable d'intégrer les acquis musicaux de Stivell, Dan ar Braz et bien d'autres tout en imposant son style et sa personnalité propres. Dès 1971, nous notions dans le PB ce groupe plein de promesses. Dix ans plus tard, on peut dire, sans exagération, qu'elles sont tenues. S'il est des sceptiques, qu'ils écoutent le disque!

Jean-Jacques Monnier.

(1) Disque Marzelle. Distribution Phonogram. 1981. «An heol a zo glaz».

pb.service

• Ski en Auberge:

L'association départementale des Auberges de Jeunesse des Côtes-du-Nord organise au départ de Lannion des séjours de ski de piste, de décembre à février prochains. Rens.: Guy Desmeulles, «Coat Meur», Ploubezre, 22300 Lannion. Tél. 96/37.68.59.

• Cornemuse:

Le centre breton d'art populaire organise un concours de composition pour cornemuse solo: sur un thème original, écrire une suite de danse de la région fisel. Partitions au C.B.A.P., 37, bis rue Victor Hugo, 29200 Brest avant le 15 décembre.

• Libération (des peuples):

Le 2 à l'Arvor, «De l'autre côté du fleuve», film sénégalais de Cheikh N'Gaido Ba; le 10, Maison du Champ de Mars, «Le Tchad»; le 24, Maison du champ de Mars, «Bretagne-Tiers monde: quels liens pour quels développements?»; le 1^{er} décembre, Maison du Champ de Mars, «La Namibie, territoire otage de la République Sud Africaine» — Séances et réunions 20 h 30 — Org.: Centre Rennais d'Information pour le Développement et la Libération des Peuples, 41, av. Janvier, 35100 Rennes, Tél. 99/79.39.45.

• Anniversaire:

Le 8, à St-Nazaire, 40^e anniversaire de l'hebdo «Témoignage Chrétien» à la maison du Peuple, Place Salvador Allende de 15 h et 23 h. 15 h: accueil, stands d'information, Table de presse, Librairie — 15 h 30: débat animé par l'équipe de T.C. — 17 h: récital Gilles Servat — 19 h: bar, stands — 20 h: célébration eucharistique — 21 h: fest-noz (animation enfants et garderie prévues).

• P.A.C.:

Le 15 à 15 h 30, «Chants bretons, chants de Marins» par la chorale Mouez Ar Mor — Les 5, 8, 15, 27 et 28, conférences scientifiques — Expos: du 2 nov. au 13 déc., «Le vitrail en Bretagne»; du 22 novembre au 6 décembre, «Elouet le poète et le peintre»; jusqu'au 22 novembre, salon Sérusier des peintures naïves. A Brest, au Palais des Arts et de la Culture.

• Cours de Breton:

«Skol dre Lizher ar Falz» cours par corres-

pondance utilisant le manuel Assimil «Initiation au Breton sans peine» de Fanch Morvanou (Rens.: Albert Deshayes, 15 Bd de Bretagne, 29000 Quimper — «Skol Ober», cours par corr. utilisant des manuels de Roparz Hemon et Per Denez (rens.: Gwaremm Leurveun, Plufur, 22310 Plestin les Grèves — Tél. 96/35.67.99).

L'association des élèves et étudiants de breton (créée le 7 octobre dernier) a pour but de promouvoir l'enseignement du breton dans les établissements publics (collèges, lycées, universités) de Paris et de sa région. Pour adhérer, s'adresser à Silvia Colliot, 27, rue Viala, 75015 Paris. Tél. 575.46.37, pour apprendre, contacter Ronan Tremel au 72, rue Denis Papin, 92700 Colombes. Tél. 780.46.37.

• La Parcheminerie:

Du 9 au 28 nov., «Si Camille me voyait» de Roland Dubillard, par le Théâtre de l'Alibi — Du 2 au 12 déc., «le rapport Wallace Müller» d'Albert Boadella par le centre Dramatique Occitan, adapté par André Neyton: «Un texte comique pour prouver sans didactisme que l'Occitanie (comme la Catalogne ou la Bretagne) n'appartient pas aux livres d'histoire ni aux légendes du type Atlantide». — Spectacles au 23, rue de la Parcheminerie à Rennes (Loc. au 99/79.47.63).

• Salvador:

A Paris, marche de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale le 28, date du 1^{er} anniversaire de l'assassinat par la Junte salvadorienne de six dirigeants du Front Démocratique Révolutionnaire — Front Farabundo Martí de Libération Nationale.

De son côté, le comité basé en Bretagne prévoit une fête de soutien commençant l'après-midi du 28 devant se dérouler à a MPT de l'Harteloire, à Brest.

• Spectacle:

Jean Kergrist, le 7 à Orvault.

• Stage musique:

Les 7 et 8 octobre, stage de sonneurs de couple à Keralic en Plestin-les-Grèves. Inscriptions au 96/38.28.05 et 35.62.75.

• Vente littéraire:

Organisée par Ar Pilhaouer, la 30^e vente des écrivains bretons est prévue pour le 14, de 14 h et 19 h 30 à l'Hôtel Sheraton, 19, rue du Cdt Mouchotte, Paris XIV^e.

• Loto à l'ancienne:

Ça se passe le 8 à partir de 14 h 30, au Foyer pour tous de Sibiril (près St-Pol) et c'est organisé par l'école Diwan de Cléder.

• Télématique:

Du 7 au 11 décembre, «La communication sociale à l'heure de la télématique» stage organisé par l'Atelier de Création Audio-visuelle. Inscr.: A.C.A.V., St Cadou, 29237 Sizun, Tél. 98/68.82.39.

• Festou-nos:

Le 10 à Ploumagoar, fest-nos avec Bastard père et fils, Ar Vreudeur Morvan, Yann Bars et son compère, Le Féon et Becker (org.: UDB, Guingamp).

Le 7 à Gommenec'h, fest-nos organisé par Diwan.

Le 28 à Ste Luce sur Loire (près Nantes), avec les Diabouled ar Menez, Le Roux et Dilasser, sonneurs et chanteurs du groupe celtique de Ste Luce, qui organise ce fest-nos.

Le 28 à 21 h., salle des fêtes de Malestroit, fest-noz avec les chanteurs de Plinn et Fisel Boullonnec et Simon, et les chanteurs et sonneurs vannetais (org.: Vivre au pays).

A la mairie du 6^e, le 14 avec Diabouled ar Menez, Litorne, Kanerien ha Sonerien (org.: Skol an Emsav).

• Centres de vacances:

Début 82, démarrage des stages animateurs et directeurs de centres de vacances et de loisirs, organisés par la Fed. dép. des associations familiales rurales. Inscr.: Famille rurale, 16, rue de Penhoët, B.P. 647, 35008 Rennes Cédex, Tél. 99/79.49.49.

• Ostaleri ar Seizh Avel:

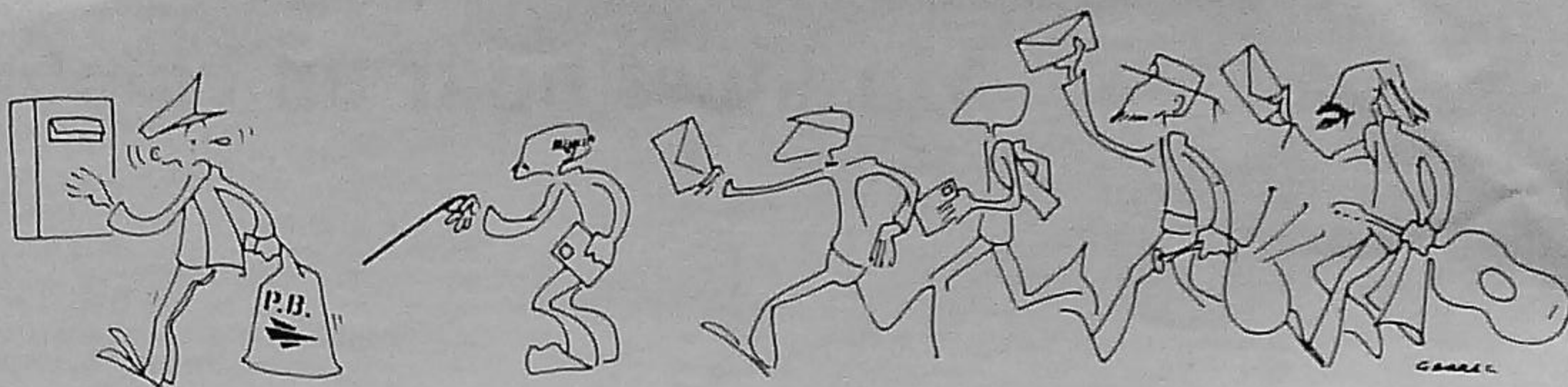
Café-animations à Konfort (entre Bégard et la Roche Derrien). Le 6, Deis Wettervald (chants et humour); le 14, Fest-noz gratuit (avec Sonerien ar Mene, Guillañton-Guenegou); le 20, Mainstream (jazz); le 27, Philippe Petit et Patrice Meyer (duo de guitares jazz); le 29, fest-deiz à 15 h; le 6 décembre, à 18 h, Marc Perrone (accordéon diatonique). Et aussi... cours de breton, de flûte à bec, bombarde, tin whistle, initiation photo, rencontre de musiciens tous les 3^{èmes} jeudis du mois (Tél. 96/35.80.64).

• Ballets Dihun:

Le 6 à 21 h., au Palais des Arts de Vannes, l'ensemble des ballets Dihun et le guitariste Bernard Benoît (org.: Association populaire des pays de Lanvaux).

• New Celeste:

Le 27 à 21 h., salle des fêtes de Ploërmel, concert New Celeste, groupe folk écossais (org.: Vivre au pays).



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Si l'animal est à terre...

Dans Presse-Océan, du 24 septembre, des articles commentent le vote favorable à la réunification administrative émis par la quasi-unanimité des membres du Conseil Régional de Bretagne.

Presse-Océan appartient au groupe Hersant. Il fait chorus avec les notables et les hommes d'affaires qui ont intérêt au maintien, dans ses limites actuelles, de la région dite des « Pays de Loire ».

Ces articles sont dignes de l'obscurantisme jacobin, dans la plus pure tradition des Debré et Consorts. Guichard y apporte, bien sûr, sa caution et l'ancien préfet de Région, y crache tout son venin. La mauvaise foi, les contre-vérités, les termes équivoques sont les arguments majeurs pour discréditer l'idée même de décentralisation. On devine aisément comment Vié a assuré sa fonction de Préfet des « Pays de Loire ».

Ce dernier affirme, par exemple, péremptoirement: « A l'époque où le développement des relations internationales fait apparaître les limites des états comme trop étroites... l'idée régionale est dérisoire ». Quelle cécité! C'est l'histoire bien comprise! Non, ce Monsieur n'a pas du tout tiré les leçons du passé!

C'est justement le réveil des nationalités, des minorités face à l'impérialisme des appareils étatiques qui est le phénomène contemporain (problèmes arménien, kurde, québécois, Kanak, corse, breton bien sûr, etc... etc... la liste serait trop longue). L'Espagne a tiré un trait sur ce centralisme borné,

elle vient d'accorder de larges prérogatives à ses provinces. La France est le dernier état centralisateur de l'Occident.

Les émules de Giscard, Debré, Guichard empoisonnent la vie politique avec leur crainte paranoïaque de voir leur état se décomposer. Ces gens-là font pression sur les élus socialistes de Loire-Atlantique et d'ailleurs pour éviter le redécoupage des régions-bidon. Pourtant, Ô paradoxe, la décentralisation est bien la seule chance pour la France de ne pas se démembrer.

En outre, tout ceci est insultant pour les 900.000 Bretons de Loire-Atlantique, qui voient leur identité quotidiennement niée ou ignorée. Les médias, aux ordres, participant, également, à l'œuvre de débretonnisation. Quand on sait tous les deniers publics dépensés l'EPR des « Pays de Loire » pour convaincre les Bretons de Loire-Atlantique qu'ils ne sont plus bretons (train « Pays de Loire », bateau « Pays de Loire », livres gracieusement diffusés dans les écoles, comités

sportifs détachés de la Bretagne, Radio-Télévision, etc...). Bientôt, pourquoi pas, on aura le château des ducs des Pays de Loire puisque le syndicat d'initiative de Nantes fait table rase, lui aussi, du patrimoine historique breton du pays nantais. Etre étranger, dans son pays...

Malgré tous ces efforts, les amateurs des « Pays de Loire » sont rares, une chose est certaine la « conscience régionale » n'existera jamais. C'est vrai que Guichard s'en fout de la volonté du peuple! Une manifestation pour le maintien des « Pays de Loire » serait le « bide » assuré. Comment pourrait-on soutenir le royaume du chômage (100.000 demandeurs d'emploi, actuellement) car la faillite économique est la seule réalité régionale.

En conclusion, si l'animal est à terre, il se sert de ses griffes, couché sur ses intérêts et il faudra encore se battre pour l'abattre mais la victoire apparaît à l'horizon.

G.L. Nantes.

EDITIONS 

CHATEAULIN

La Bretagne, ses sites, ses traditions, ses légendes, son âme, ses racines racontée par les meilleurs auteurs bretons.

Plus de 150 titres publiés

Catalogue général sur demande

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**P^{UDB}BL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79



Constructions contemporaines

Biel Le Vourc'h

29214 Landéda
Tél. 04.93.39

Bravoc'h ha gwelloc'h
tiez a vremen

L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

DENIS PHILIPPE

FER - MER - ROUTE
Camions capotés Matériels spécialisés



50, rue Marcellin-Duval
29200 BREST - Tél. (98) 03.11.52



PORT de PLAISANCE

*Le Grand
Pavois*

BAR
RESTAURANT
PANORAMIQUE

Moulin-Blanc
29200 BREST
Tél. 02.27.83

Annie et Jean-Michel TEXIER

TOUTE LA PUBLICITÉ PEINTE
voitures - panneaux
banderolles - vitrines, etc...

IMPRESSION SERIGRAPHIQUE
SUR TOUS SUPPORTS
affiches - auto-collants
étiquettes - pare soleil



Z.A.C de
Brest
Kergaradec
29239
GOUESNOU
02.10.63

Lucas Electricité

**INSTALLATION
DÉPANNAGE
RÉPARATION**

Téléphone **45.34.85**

Atelier et Bureau :
254, rue A. France - BREST

« A la Cornemuse »

Jules SAMOUËL
CHEMISERIE - LINGERIE

Cours des 50 Otages
44000 NANTES - Tél. 47.80.65

interlude

38, rue Yves-Collet, BREST
Tél. 44.36.89

*Le spécialiste fournitures Beaux-Arts
et activités manuelles*

2 straed ar Roue
Gralon

levriou pladenrou
arz keltiek



2 rue du Roi
Gralon

livres, disques
art celtique

kemper - Tél. 95.42.82



188, rue Jeart-Jaurès - BREST

*Toute l'Audio-Visuel
Magnétoscope - Caméra
Duplication - Location
Transfert - Télécinéma*

Téléphone : 44.32.79 et 44.84.65



Hôtel de la Duchesse Anne

75 Chambres - ★★ NN
Près la Gare - Face au Château
Garage - Parking ☎ (40) 74-30-30
44000 NANTES

*Vos bijoux celtiques or et argent
Collection importante*



Roger MINGANT
Horloger-bijoutier



95, rue de Siam - 29200 BREST - Tél. 46.06.02



OU LES TITRES DU MOIS DÉVELOPPÉS
PAR UN PATRON DE BAR NÉVROPATHE
ET ATTEINT DU SYNDROME DE GUÉVEL
ET LE FUR...

**GISCARD ANA-
LYSE SA DÉFAITE**



PROUT...

**L'ÉTAT DE
GRACE**

LE PRINCE DE
MONACO COMMUNIQUE

LA PRINCESSE VA
BIEN ET ASSUME SA
MÉNOPAUSE AVEC
SÉRÉNITÉ



LES PARLEMEN-
-TAIRES UDF
REÇUS À DÉJEUNER
CHEZ GISCARD



AAAAAAH
(BEURK!)

C'EST BOKASSA
QUI A FOURNI
LA VIANDE!...

**FERRÉ EN
BRETAGNE:**

LA CRITIQUE
EST BONNE!

« Léo Ferré
s'ai un con.
d'abord on
comprend rien
s'qui di »

LA PRESSE RÉGIONALE

**LE MATCH DU SCANDALE
NOËUX CONTRE STADE Q**



DE QUOI FAIRE
VOMIR UN
RAT!

CHANGEMENT:
LES BOURGEOIS NE
S'EN REMETTENT PAS



JE SUIS SÛRE QU'IL
Y'A UN MINISTRE
COMMUNISTE
SOUS LE
LIT!!

ROC TREDUDON:
C'ÉTAIT GISCARD!



O BREIZ
MA BRO

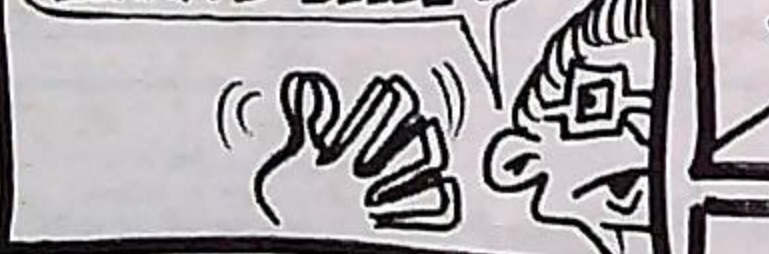
ET EN PLUS
ON MURMURE
QU'AJACCIO
C'EST LUI!

BAADER
N'AURAIT PAS
FAIT
MIEUX

BAZIN:

« J'AI HONTE D'ÊTRE
À GONCOURT! »

AVANT DE VOIR DICKIE-ROI
JE N'AVAIS JAMAIS LU AUCUN
BOUQUIN DE MALLET-JORRIS
DEPUIS
JE SUIS HEUREUX DE L'AVOIR
ÉCHAPPE BELLE!



TGV
MITTERRAND SE SENT PLUS

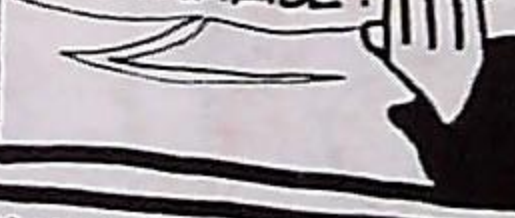


HO!
DESCENDEZ
OU VOUS
ALLEZ VOUS
CASSER
LA GUEULE!

KERIZINEN:

L'ESPOIR RENAÎT!

NOUS ÉCRIT À
GEORGES MARCHAIS
POUR QU'IL NOUS
NATIONALISE!



MARIE-FRANCE GARAUD SORT DE SA RÉSERVE

AH SI SEULEMENT J'AVAIS UNE
HYPERTROPHIE CLITORIDIENNE
J'TE LEUR EN
FOUTRAIS DANS L'

COUPEZ!

DE RETOUR DE LA FÊTE
DU PEUPLE BRETON NOUGARO
BOXE-BOXE DES POLICIERS

OH IL A SUREMENT
DU CHOPER
LA PLOGOFITE
LA-BAS...



LAORZ

